

7

pr

défense de Occident

XP

Maurice BARDECHE :

Horizon 70

●

Per ENGDAHL :

Le monde change, le combat continue

●

A. de VAUJOUAN :

Allemagne fédérale : le mirage russe

●

M. COURS :

L'érotisme : libération ou esclavage ?

●

OF MICHIGAN

SEP 16 1970

PERIODICAL
READING ROOM

Parution fin décembre

F. - H. LEM

*Sur les chemins
de la peinture :*

CÉZANNE

La plus complète, la plus scientifique des études parues jusqu'à ce jour sur Cézanne : avec un calendrier de ses œuvres présentant une datation entièrement nouvelle.

Avec 35 reproductions hors-texte.

Un volume in-16 Jésus, 220 pages 24 F

LES SEPT COULEURS

68, rue de Vaugirard, Paris (6^e) - C.C.P. 2182-19 Paris

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 17^e année

Décembre 1969 — N° 86

SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : <i>Horizon 70</i>	3
Per ENGDAHL : <i>Le monde change, le combat continue</i>	15
A. de VAUJOUAN : <i>Allemagne fédérale : le mirage russe</i>	23
M. COURS : <i>L'érotisme : libération ou esclavage ?</i> ..	34
J.-Y. COULON : <i>La Grèce d'aujourd'hui</i>	47
CHRONIQUES :	
LES LIVRES DU MOIS par J.-P. Roudeau et Yann Beuzec	54
CHRONIQUE DES ARTS : <i>Rétrospective Paul Klee</i> , par F.-H. Lem	62
REVUE DE PRESSE, par Yann Beuzec	68
<i>Réflexions sur les plébiscites et la souveraineté populaire</i> , par Jacques Ploncard-d'Assac	79

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F

Abonnements. — 1 an : 40 F

Etranger : 1 an : 42 F

Propagande : 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Copyright by Les Sept Couleurs, 1969.

L'Horizon 70

Certains de nos lecteurs se souviennent sans doute, d'autres apprendront avec amusement, qu'aux environs des années 1961 à 1964 on parlait beaucoup de « l'horizon 70 ». M. Gaston Defferre, qui eut, à cette époque-là, un moment de célébrité, faisait grand usage de cette expression. Il était entendu, quand on employait ce vocable, qu'on regardait l'année 1970 comme le point de départ d'une ère nouvelle, la ligne sur laquelle on allait masser des forces en vue de ce que l'on appelle dans une offensive un « nouveau bond en avant ». Le millésime plaisait. La date n'était pas mal choisie, mais pas assez exactement. Les changements historiques ne se passent pas au bout de vingt-cinq ans, mais au bout de trente ans, c'est la cadence habituelle. Or, l'usure du personnel et des idées aurait dû se compter, non pas à partir de 1940, mais en réalité à partir de 1945, puisque c'est à ce moment-là que se place la coupure historique. Il eût donc été plus exact, en réalité, de parler d'un « horizon 75 », puisque c'est vraisemblablement à cette date que devaient se produire les changements décisifs. Néanmoins, puisque l'expression « horizon 70 » a été une expression populaire et parlant à l'imagination, on peut faire dès maintenant un bilan partiel, un bilan préparatoire, si l'on peut dire, qui nous familiarise avec la physionomie de l'époque qui sera probablement l'échéance véritable, l'année 1975.

Si l'on se référait aux nombreux articles qui ont été écrits à la date que j'indiquais pour énumérer les merveilles dont nous devons être témoins, on verrait qu'en beaucoup de cas, en tout ce qui repose sur des chiffres et des augmentations

prévisibles, la science nouvelle qu'on appelle « prospective » a fait un travail acceptable. La population mondiale, les différents revenus nationaux, les différentes productions industrielles, les développements scientifiques annoncés se sont réalisés à peu près comme il avait été indiqué. Et même, le fameux rendez-vous avec la lune a été effectué à l'heure dite. Il est réconfortant que l'instrument de mesure qui nous sert à établir ce que nous appelons pompeusement nos « plans » soit capable de telles appromixations. Néanmoins, l'examen du paysage que nous décrivons en parvenant à la crête qu'on a appelée « horizon 70 » nous montre qu'il y a dans nos prévisions une marge notable d'indétermination, ce à quoi on pouvait s'attendre, mais surtout qu'il y a un énorme « imprévu », qui représente la revanche de la vie sur le calcul, peut-être l'intervention de certains éléments de la réalité dont les Polytechniciens ne tiennent pas suffisamment compte dans leurs tables.

La marge d'incertitude qui affecte ce qui était prévu est assez curieuse.

Elle porte d'une part sur les faits auxquels elle ajoute un certain **coefficient de réalisation** qui les transforme, une fois qu'ils sont devenus du présent, en quelque chose d'un peu différent de ce que l'on avait imaginé. L'exemple le plus typique est celui du secteur de l'automobile. Il résultait de l'accroissement prévu du parc automobile que la circulation allait devenir de plus en plus difficile et même qu'à partir de « l'horizon 70 » elle serait pratiquement impossible et qu'elle obligerait à des mesures draconiennes. Il est exact que la circulation automobile est devenue de plus en plus difficile, mais elle n'est pas devenue matériellement impossible comme on nous l'annonçait, et, si l'on a pris des mesures sévères, on n'a pas été obligé, toutefois, d'en venir aux mesures draconiennes qui restent encore du domaine du futur. On voit donc s'insérer dans les faits, quand ils se réalisent, un facteur psychologique imprévisible qui amende dans des proportions inconnues et variables à chaque fois les prévisions mathématiques.

On pourrait faire probablement des constatations analogues dans deux autres domaines : celui de l'automatisation et celui du logement, dans lesquels, pour des raisons tout à fait

diverses, la réalisation ne colle pas tout à fait avec l'épure. Mais, dans le même ordre d'idées, il est encore plus remarquable que les différences qu'on a pu constater entre les nations dans les domaines de la productivité et de l'efficacité, aient amené les spécialistes, depuis cinq ou six ans, à faire intervenir dans leurs explications des notions absolument étrangères aux mathématiques et même à l'économie telle qu'elle était conçue jusqu'à présent, comme par exemple la notion de qualité du travail ou la notion de mentalité dans l'entreprise.

C'est à propos des Etats-Unis et de l'Allemagne qu'on a vu intervenir la première de ces notions nouvelles, c'est à propos du Japon qu'on a vu intervenir la seconde. Il est certain, bien qu'on insiste peu sur ces idées dans la presse française, que c'est la **qualité** de la production allemande et américaine qui est en partie à l'origine du succès de ces deux pays dans le domaine du commerce extérieur. Et cette qualité du travail comporte aussi bien le sérieux des recherches, la mise au point soigneuse des procédés de fabrication, le fini du travail, qu'une loyauté réciproque de la direction, de l'encadrement et du personnel. Les industriels français ont cherché longtemps et cherchent encore par quel miracle des Américains, travaillant en France, comme l'industrie française, avec du personnel et des cadres qui sont en grande partie français, avec les mêmes charges que nos propres affaires, parviennent à réaliser des bénéfices là où nous n'en réalisons pas. Leurs recherches ont toujours été infructueuses, parce qu'elles se heurtent à quelque chose qui n'est pas mesurable, qui est purement psychologique, qu'on peut définir comme une sorte de disposition (comme on dit d'un enfant qu'il est bien ou mal disposé), une sorte de santé dans les rapports à l'intérieur de l'entreprise.

Le **miracle japonais** pose des problèmes du même ordre. Les renseignements encore peu nombreux dont nous disposons sur l'industrie japonaise nous montrent, non seulement sa vitalité, mais son extraordinaire « santé ». Que des ouvriers passent quarante ans dans la même entreprise, qu'il soit considéré comme anormal, inquiétant et presque infâmant de quitter la firme au service de laquelle on a débuté pour passer au service d'une autre, qu'une grande partie

du personnel, d'un bout à l'autre de l'échelle des salaires, n'ait rien de plus pressé que d'investir ses économies en actions du concern dans lequel il est employé, non pas en vertu de quelque contrat favorisé ou imposé par l'Etat, mais librement et presque instinctivement, ce sont là des notions tout à fait surprenantes pour nous et qui révèlent une attitude à l'égard du travail tout à fait différente de la nôtre. On dit qu'il y a des « craquements », une maladie secrète du gigantisme, des politiciens corrompus dans cette société qui a sauté trop rapidement par-dessus les siècles. Mais il y a assurément en elle des vertus que nous ignorons et dont la plus curieuse est cette appartenance, cette espèce de patriotisme qui, dans les grandes firmes japonaises, fait des ouvriers non pas des sujets et encore moins des opprimés, mais des « citoyens » d'une certaine firme, qui en ressentent la réalité géographique et économique à la fois, qui s'y sentent rattachés à peu près avec les mêmes rapports qu'avaient autrefois à Rome ceux qu'on appelait les « clients » avec les grandes familles qui les protégeaient. Et n'est-ce pas aussi le secret de l'efficacité suédoise ? Des rapports sociaux satisfaisants ont pu s'établir en Suède entre le patronat et le personnel, parce qu'il n'y a pas d'aigreur, pas de « lutte des classes », pas de méfiance réciproque, parce que le dialogue entre les syndicats et la direction des entreprises est loyal, constructif, habituel : et aussi parce que le travail n'est pas considéré comme une malédiction à laquelle il faut échapper par quelque **Système D** ou par une série d'invisibles fraudes, mais comme un contrat normal que chacun remplit de son mieux, parce que les deux parties ont conscience que leur bien-être et leur satisfaction dépend de la bonne volonté qu'elles mettront à exécuter leurs obligations.

Il est curieux, en tout cas, de voir s'insérer dans les chiffres, infléchir les prévisions, des éléments immatériels, purement moraux, invisibles par conséquent dans les calculs des statistiques et qui n'en agissent pas moins finalement sur des résultats aussi matériels que les prix de revient et le tonnage des exportations. Dans la description et la nomenclature du monde actuel, il faut donc en conclure que les spécialistes qui avaient essayé de définir les traits de « l'horizon 70 »

avaient oublié un certain nombre de données non pas physiques, mais morales qu'il est indispensable de faire entrer en ligne de compte pour définir une époque.

*
**

Ces divergences entre les prévisions et la réalité sont beaucoup plus sensibles encore si l'on considère un certain nombre d'événements que personne n'avait prévus, parce qu'ils ne résultaient ni des chiffres ni des conjonctures, et qui sont pourtant ceux qui dominent actuellement ce fameux « horizon 70 », si exactement décrit quand il s'agissait des nombres et si profondément incompris quand il s'agit des réalités psychologiques.

Le plus important de ces événements et le plus mal conçu en 1961-1963, c'est la place qu'a prise dans le monde la Chine, ou plus exactement la pensée chinoise. Les statisticiens entrevoyaient bien, dès cette époque, un développement intensif de la Chine, mais ce qu'ils n'avaient absolument pas aperçu, c'est l'autorité qu'acquerrait Mao Tsé-toung à travers le monde entier en relançant l'idée révolutionnaire. Même aujourd'hui, beaucoup de gens, dans les pays occidentaux, comprennent mal l'importance et surtout la gravité de ce phénomène nouveau. Un grand nombre d'observateurs des choses politiques voient encore dans la renaissance de la Chine l'apparition d'un quatrième « grand », impressionnant par sa superficie, ses moyens et sa population. Ils s'en exagèrent probablement le danger, les moyens de la Chine longtemps paysanne et médiévale étant encore très éloignés de ceux qui sont nécessaires à une grande puissance moderne. D'autres voient surtout dans l'expansion de la pensée chinoise la menace d'un encerclement des puissances capitalistes par une écharpe stratégique africaine qui pourrait être prolongée au-delà de l'Atlantique dans les pays pauvres d'Amérique du Sud. Cette vue stratégique n'est peut-être pas moins exagérée que les hypothèses qu'on fonde sur la promotion industrielle de la Chine. En vérité la puissance de la Chine est ailleurs. Elle est dans la transposition audacieuse qu'a faite Mao Tsé-toung de la lutte des classes annoncée par Marx en la transformant en une lutte des peuples pauvres contre les peuples

nantis, des peuples soi-disant exploités contre les peuples soi-disant oppresseurs, et surtout en annonçant que l'instrument de cette lutte ne pouvait être que l'esprit révolutionnaire, la lutte sanglante et destructrice, l'assaut donné à une civilisation, tel qu'avait été en 1917 l'assaut des troupes bolcheviques contre la société tsariste.

C'est ce réveil de l'esprit révolutionnaire, phénomène essentiellement moral et non matériel qui a été l'omission essentielle, l'erreur capitale de tous ceux qui avaient prétendu faire des prévisions sur le fameux « horizon 70 ». Cette relance de l'esprit révolutionnaire n'est pas seulement un événement majeur par ses conséquences stratégiques, la division du camp communiste et la création d'un état d'hostilité entre l'U.R.S.S. réformiste et la Chine révolutionnaire, elle l'est aussi par la réapparition d'une mentalité de combat qui avait disparu en Europe occidentale depuis l'année 1924 et qui réapparaît maintenant, avec des forces beaucoup plus puissantes et des bases beaucoup plus solides que celles qu'elle avait à cette époque.

Il y a un lien évident entre l'esprit révolutionnaire d'inspiration chinoise, la fureur destructrice des émeutes noires aux Etats-Unis, l'accroissement de la criminalité, l'anarchie eudémique, la drogue, la messe du sexe. C'est la chaîne du refus. Courbe cyclique comme celle d'une maladie, cette fièvre de refus commence par des formes cohérentes du refus, puis elle passe par des formes de moins en moins systématiques et de plus en plus viscérales, pour aboutir enfin à des formes purement bestiales. La grande force de la « révolution culturelle » chinoise, c'est qu'elle était désordonnée. Elle ne conduisait à rien qu'à la révolution permanente, elle était anarchique, irresponsable, purement négative, purement collective, elle tenait de l'explosion, il y avait en elle quelque chose de l'assaut et du sac, elle était l'image du « Grand Soir ». Et c'est aussi tout l'esprit de la « contestation ». Elle ne construit rien, elle n'est pas un acte d'opposition raisonnée, auquel nous pourrions souscrire ou dont nous pourrions, du moins, accepter quelque partie : elle est destruction pure. Elle saccage, elle « casse », pour le plaisir, pour voir, pour faire quelque chose, pour protester d'une façon quelconque. Elle casse ce qui est. Et ce qui est, c'est aussi bien l'amour,

la santé, les machines, les vitrines, que la « société capitaliste » qui n'est plus qu'un prétexte et un mythe. Elle casse et communit. Communion du sexe, communion de la drogue, communion de l'émeute, communion de l'anarchie, c'est la même hystérie. On abdique la charge trop lourde d'être homme, la charge trop lourde d'être soi.



Comment cet esprit du Grand Soir a-t-il pu se répandre dans le paysage si ordonné de « l'horizon 70 », comment a-t-il déferlé dans nos avenues de chiffres et nos courbes en forme d'arcs de triomphe. C'est qu'il a trouvé, comme un torrent un lit tout préparé par les destructions géologiques que les événements de 1945 avaient créés dans l'univers moral de l'Occident. C'est la signification qu'on a donnée à la victoire des Alliés qui est à l'origine de la facilité et de la rapidité avec laquelle se répand l'incendie anarchique révolutionnaire à notre époque. Non seulement un très grand nombre de valeurs morales ont été anéanties, mais celles qui ont été proclamées à leur place ne peuvent que favoriser un changement catastrophique, ou, en tout cas, faire disparaître toutes les convictions qui peuvent s'y opposer dans les esprits.

En proclamant le sens de l'histoire comme un dogme officiel dont la vérité était prouvée par la victoire elle-même, on installait dans tous les esprits la conviction qu'il était fatal qu'après l'étape intermédiaire des démocraties progressistes, on en arrivât à l'instauration de régimes qui seraient tous communistes, puisque le communisme représentait l'aboutissement du sens de l'histoire, auquel il serait à la fois vain et criminel de s'opposer en défendant obstinément le stade intermédiaire démocratique. On disposait, de plus, les esprits les plus audacieux et, par conséquent, une bonne partie de la jeunesse, à accepter l'idée qu'il était souhaitable que ce but vers lequel se dirigeait l'histoire fût atteint le plus rapidement possible, même au prix de dérapages et de convulsions qui ne pouvaient être que bénéfiques, puisque finalement ils servaient un idéal inéluctable. Avec cette religion nouvelle du progrès à laquelle les démocraties occidentales

sacrifiaient aveuglément, on organisait une espèce de **no man's land** politique qui ne pouvait profiter qu'à des tendances révolutionnaires extrémistes.

L'autre déesse à laquelle on dressa des autels n'était pas moins dangereuse pour le monde occidental, bien qu'elle eût l'air d'une déesse tutélaire. En proclamant le triomphe de la liberté, on semblait en effet se pourvoir d'un idéal autour duquel on pourrait rassembler les consciences. Il en alla tout autrement, parce qu'une génération impertinente s'amusa à examiner cette déesse et trouva qu'elle sonnait creux. Qu'était-ce que cette liberté garantie par la Constitution, si elle était niée à chaque instant par la législation et par les mœurs ? Une civilisation qui prétendait se fonder sur la liberté ne devait-elle pas renoncer à ses gendarmes, à ses juges, aux articles du Code Pénal qui limitent cette liberté dans tous les domaines, à sa morale même qui repose sur une définition du bien et du mal qu'on accuse tour à tour d'être théologique, périmée ou arbitraire, enfin à des tabous qui, en des domaines aussi étrangers à l'ordre public que la vie sexuelle, s'opposent à la fantaisie de chacun ? En détruisant tous les dieux et en les remplaçant par un seul dieu de plâtre qui s'effritait au moindre attouchement, les grandes démocraties préparaient une sorte de désert moral à travers lequel le vent révolutionnaire allait pouvoir souffler avec la violence du mistral sans qu'aucune barrière naturelle pût l'arrêter. Dans une civilisation qui ne croit à rien d'autre qu'à la liberté, qu'est-ce qu'un attentat à la pudeur ? A la pudeur de qui ? A la pudeur pourquoi ? Qu'est-ce qui peut bien fonder un « droit à la pudeur » qui est évidemment un attentat à la liberté, cette déesse immortelle qu'un simple nombril arrête ? Et pourquoi seulement cette liberté ? La liberté sexuelle n'est qu'un symbole, tout ordre est répression. Puisque les formes brutales de la répression ont été déclarées mauvaises, et non seulement mauvaises, mais criminelles, pourquoi faut-il qu'il y en ait de sournoises qui subsistent ? Les événements de 1968 ne sont que l'application des principes de 1948 que nous avons soigneusement inculqués à une jeunesse qui les a pris au mot. Elle nous demande aujourd'hui non seulement des comptes, mais ce qui est bien pire, de la logique. Et l'Occident, atterré par ces troupes de choc imprévues de la liberté,

qui adorent une liberté aussi nue que la Vérité quand elle sort de son puits, voit se lever devant lui un monde que non seulement ses statisticiens n'avaient pas vu se former dans l'ombre, mais qui épouvante également ses philosophes et ses hommes d'Etat, qui avaient cru pouvoir semer impunément les graines de l'anarchie sans être effleurés par la pensée qu'elles pourraient peut-être pousser un jour.

Enfin, une autre religion dont les boutiques s'étaient installées au pied du temple a donné, elle aussi, les résultats qu'on pouvait en attendre. Le dogme de l'antiracisme a fait disparaître une notion sociale fondamentale, que toutes les civilisations avaient reconnue avant la nôtre et pour laquelle elles avaient toutes dû chercher une solution qui leur était propre. C'était la notion qu'on retrouve partout de « lie » de la population. Cette « lie », écumée jadis par l'esclavage, maintenue dans d'autres civilisations par les distances, non seulement nos grandes agglomérations la brassent, la ramènent constamment à la surface, la mélangent au lieu de la fixer, mais encore cette « lie » est soigneusement recueillie, protégée par la législation et elle devient dans tous les pays d'Occident non seulement un poison dont on encourage la culture, mais un appareil de destruction qu'on prépare soigneusement pour qu'il soit en tout temps à la disposition des professionnels. Ainsi le dernier recours, la qualité du sol elle-même, la qualité biologique de la population qui la protégeait contre certains excès et contre certaines folies, nous avons pris grand soin depuis vingt ans de la détruire et de la dénaturer, de manière que cet humus biologique, qui aurait pu résister à la propagation de l'incendie par sa seule composition, ne devienne plus qu'une espèce de poussière mêlée de détritrus qui ne constitue plus un obstacle.

Toutes les formes de l'énergie, toutes les formes du sacrifice et de la générosité, toutes les formes de la force ont été condamnées, déclarées douteuses, mercenaires, indignes. A ceux qui nous réclamaient un idéal, notre génération a tout enlevé et n'a rien donné, qu'une **taxi-girl** avec laquelle nous leur souhaitons bien du plaisir. A ceux qui ont le désir d'un monde neuf, nous avons ouvert le Palais de l'Industrie, à condition d'y pénétrer avec des pantoufles. A ceux qui nous demandent quoi faire de leur force, nous proposons la gym-

nastique suédoise et ensuite nous leur montrons des films de gangsters pour les distraire. Alors, les vieux tambours de guerre qu'on n'entendait que sur l'écran sont maintenant partout dans la salle. La violence s'est propagée comme un incendie, lorsqu'on s'est aperçu que le monde moderne n'était pas armé contre la violence. Ni contre celle de la subversion parce qu'elle est idéologique, ni contre celle de la révolte parce qu'elle a pour cause un sous-développement dont nous serions responsables, ni contre celle des ghettos noirs parce qu'elle se réclame de l'antiracisme, ni contre celle des individus parce que c'est notre faute à tous si d'intéressants dévoyés en sont réduits à pratiquer le viol, le hold-up et le rackets. Notre sentimentalité pleurnicharde ne sait que se frapper la poitrine, elle a organisé la pétote des civilisés. Alors, en voyant que tout était permis et que tout était possible, en constatant l'existence d'un immense parti de la peur que l'ombre d'une trique faisait entrer en transes, des milliers de braves qui se contentaient des émotions du cinéma par honnête crainte des gendarmes sont entrés dans cette danse furieuse qui se répand à travers le monde entier comme ces folies collectives que le moyen âge a connues. La presse à sensations les abreuvant de crimes et de massacres, les bourgeois ramollis les assurant en toutes circonstances de leur « parfaite considération », les tribunaux ne punissant que le courage, la violence a fusé de toutes parts, non pas au nom d'une idée, mais comme une vapeur que rien ne contient plus. Car, si la violence issue de Mao Tsé-toung se déchaînait au nom d'une idée, celle qu'elle a engendrée est incohérente et anarchique et elle ne se répand qu'à la faveur de la maxime : « Pas de répression ». On dit que la route tue. La politique du *mea culpa* tue encore beaucoup plus qu'elle. C'est en cédant partout que nous provoquons les drames. On avait tout prévu en calculant les prospections de « l'horizon 70 » : mais on n'avait pas prévu cette démission universelle, qui n'est même pas due à l'universelle lâcheté, mais beaucoup plus à l'universelle sottise, à la peur d'avoir « mauvaise conscience ». Nous crevons d'une maladie intellectuelle. Les tueries de Los Angeles et la foire de Copenhague ont la même origine. Nous découvrons les résultats de vingt ans de gauchisme, d'antiracisme, d'anticolonialisme, de terreur panique devant toute

voix d'homme, qui nous amènera à entendre un jour les jappements d'un garde-chiourme qui fera claquer son fouet au-dessus de nos têtes.

*
**

Cette distance considérable qu'il y a entre l' « horizon 70 » tel que les augures l'annonçaient et le monde dans lequel nous vivons effectivement en 1970 prouve que les idées restent une force capitale et qu'elles sont même « la » force capitale dans la structure du monde moderne. Ce qui conditionne notre avenir, ce ne sont pas des chiffres de production, des accroissements de population et des courbes de revenu national. La santé morale des peuples est plus importante que leur prospérité. Il en a toujours été ainsi. C'est de cette vérité que nous devons tenir compte et par conséquent c'est sur ce terrain que nous devons essentiellement placer le combat.

Mais, d'autre part, cette analyse des éléments imprévus qui sont intervenus dans notre présent prouve aussi la nocivité fondamentale des principes qui ont été posés comme des vérités éternelles en 1945. La faillite que nous constatons, c'est la faillite de cette génération. Sa faillite totale, politique, spirituelle, morale. Car elle a tout laissé détruire et elle n'a rien construit.

Si l'on fait le bilan désastreux de la situation actuelle en Europe et en France, c'est la IV^e et la V^e République qui en sont également responsables. Et ce ne sont pas seulement les hommes d'Etat français qui en sont responsables, ce sont tous les hommes d'Etat européens qui ont gouverné pendant ces vingt ans. Quand on me parle du « géant » Adenauer, je vois, malgré le « miracle allemand », l'Allemagne mutilée, coupée en deux après vingt ans d'impuissance et d'inertie. Quand on me parle du « géant » De Gasperi, je vois, derrière les frigidaires et les Fiat, le chaos de l'Italie actuelle, quand on essaie de m'expliquer que Georges Pompidou est le seul responsable de nos difficultés présentes, je vois une file de « géants » qui commence au « géant » Auriol pour se terminer par le « géant » De Gaulle, demi-dieux qui ont comme point commun de s'être installés par une imposture, d'avoir

régné par l'incompétence, de s'être entourés de fripouilles et d'avoir proclamé des principes mortels. Si nos pays en sont arrivés au point où nous les trouvons actuellement, c'est parce qu'ils ont été gouvernés depuis vingt ans par des hommes à qui l'on a demandé essentiellement dans quel taillis ils avaient vécu ou dans quelle pissotière ils avaient écrit leurs œuvres complètes entre 1942 et 1944. Si nous voyons aujourd'hui dans la ruine publique tant de fortunes inexplicables, c'est parce que des gangs installés aux places, qui ne font qu'un seul gang au fond, ont fait valser les milliards, parce qu'ils ont détourné frauduleusement au profit de leurs associés et leurs rackets une grande partie de la fortune de nos nations.

Si l'on veut que « l'horizon 70 » ou « l'horizon 75 » représente un nouveau départ, c'est à la fois ces idées qu'il faut éliminer et le personnel qui les représente. Il faut agir à la fois contre toutes les formes du mal, contre les larbins et contre les gogos, contre les marins d'eau douce qui croient au fil de l'histoire, contre les margoulines et les farfelus de la « contestation » dans l'anarchie, contre les maniaques de l'antiracisme qui mènent la procession au bout de laquelle on célèbre la messe du sexe, la messe de la drogue et finalement la messe du meurtre.

C'est tous les prébendiers de ces chapelles qu'il faut chasser du temple au lieu de distinguer telle ou telle couche dite moins nocive que d'autres parmi les décombres accumulés par la tornade destructrice qui s'est abattue sur l'Occident en 1945. C'est pour ce changement total que nous devons combattre. C'est sur ce départ entièrement nouveau en ce qui concerne les hommes, les programmes et les idées que nous pouvons seulement demander à la jeunesse de s'engager. Notre combat, aujourd'hui n'est pas seulement politique : il est devenu le combat pour la raison et pour la propreté.

Maurice BARDECHE

Le monde change, le combat continue

Une Europe libre et indépendante, une Europe entre Washington et Moscou, est aujourd'hui comme hier le but de notre combat.

J'ai reçu, il y a quelque temps, une lettre d'un ami que j'ai connu depuis presque quarante ans. Il me conseille de quitter la politique. La résistance est trop forte. Il est vain de continuer. Nous pouvons nous contenter du fait que nos idées ont inspiré déjà plusieurs réformes sociales et de tendance européenne. J'espère que la jeunesse m'excusera si je me refuse d'un tel conseil.

Il est vrai qu'il y a dix-huit ans maintenant depuis le Congrès de Malmœ, où les forces progressives nationalistes proclamèrent une Europe unie, une Europe nationale, une Europe corporative comme le but de leur combat. Il est vrai qu'aujourd'hui, dix-huit ans après, nous ne sommes pas plus proches de ce but qu'alors. L'Europe est divisée. L'Allemagne est divisée. Toutes les super-puissances du monde sont des pays extra-européens. Les dix points, acceptés à Malmœ comme le programme commun d'un nationalisme progressif européen, sont en principe acceptés par tout le monde. Mais en fait, ils ont restés des principes en dehors du monde des réalités. La grande expérience du Marché commun n'a pas totalement échoué, mais elle n'a pas non plus totalement réussi. Les politiciens, la France gaulliste en tête, ont défendu avec passion la souveraineté de leurs pays. On a déclaré so-

lennellement qu'on veut réaliser une Europe des patries, mais en réalité on a abouti à une Europe des colonies, dominée, d'un côté, par l'infiltration américaine, de l'autre, par l'occupation soviétique.

La deuxième invasion américaine, celle des grands industriels a continué sans arrêt, et les déclamations anti-américaines de M. de Gaulle n'ont rien pu empêcher. La rivalité entre les nations est la même qu'auparavant. La France refuse l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, parce qu'elle craint une alliance anglo-allemande contre la prédominance française. L'Allemagne occidentale, qui est voisine de la sphère soviétique et par là dépendante des forces militaires américaines, ne peut pas agir librement, et non plus l'Angleterre, qui n'a pas pu encore moderniser son système industriel, et qui, par conséquent, a besoin de l'appui financier des Etats-Unis. Plus on parle de l'Europe libre, plus on consolide l'Europe dépendante.

La situation n'est pas meilleure de l'autre côté du rideau de fer. L'invasion soviétique en Tchécoslovaquie a montré le vrai visage de Moscou. Les paroles du commandant en chef des troupes d'invasion au matin du 21 août sont significatives : « Nous avons besoin de votre territoire pour des raisons stratégiques, et nous y resterons même si nous serons obligés de le transformer en paysage lunaire. Le seul, homme d'Etat qui a pu faire preuve d'une certaine indépendance vis-à-vis de Moscou, est le leader de la Roumanie, Ceaucescu, mais quand il s'agit des réalités, il n'est pas plus éloigné des Russes que de Gaulle des Américains. L'Europe reste encore entièrement dominée par les super-puissances extra-européennes. Il est compréhensible qu'il y ait des militants européens qui se soient fatigués, et qui perdent leur foi en l'avenir. Mais, quoi qu'il arrive, il y a un mot qu'il ne faut pas prononcer. C'est le mot de capitulation.

Il n'est pas sûr en effet que l'entrée d'une idée dans l'histoire signifie sa réalisation immédiate. Au contraire, il est très normal, qu'on doive attendre pendant des années, des décades ou parfois des siècles, avant qu'une idée soit acceptée par tous et devienne la base d'un Etat. Qui aurait pu prédire pendant le règne de Tibère ou de Caligula, que les idées, exprimées en Judée par le fils d'un charpentier, domi-

neraient un jour l'empire romain et plus tard seraient la base de la première civilisation globale de notre terre. Trois siècles de catacombes, trois siècles de combat, trois siècles de martyre, ont été les débuts difficiles d'une histoire mondiale dont le dernier chapitre n'est pas encore écrit.

Et nous pouvons prendre un autre exemple dans l'histoire de notre temps moderne. Qui connaît aujourd'hui le beau-frère de Karl Marx ? Qui a entendu parler du baron von Westfahlen, ministre de l'intérieur de Bismarck, un homme connu, un privilégié de la fortune, un homme parvenu au sommet de l'ordre social de son époque ? Il est aujourd'hui oublié par tout le monde, il n'est connu que de quelques spécialistes de l'histoire de la Presse. Tandis que Marx, réfugié hors de sa patrie, abandonné même par beaucoup de ses sympathisants porté au cimetière des pauvres à Londres par une poignée d'amis qui lui restaient encore fidèles, aujourd'hui, ses idées constituent la religion officielle d'un tiers de l'humanité.

Max Weber, le sociologue allemand, a dit une fois qu'une idée peut disparaître comme une étincelle dans les ténèbres, si elle ne peut pas obtenir le contact avec un intérêt concret, bien fondé dans la situation actuelle. Cette théorie est vraie, mais avec quelques nuances. Il est vrai que la victoire du christianisme ne fut pas seulement l'aboutissement d'un combat héroïque ou d'une foi qui n'avait jamais capitulé. Une activité centrale dans le culte de l'Eglise antique était la communion, repas commun auquel les chrétiens riches amenaient beaucoup plus de nourriture qu'ils n'en pouvaient consommer personnellement. Les organisateurs des communions étaient les diacres, qui après la communion distribuaient les restes de la nourriture aux pauvres de la paroisse. Par cela, l'Eglise devint progressivement le seul organisme d'assistance sociale dans l'empire romain et de cette façon une puissance réelle, non seulement sur le plan religieux, mais aussi sur le plan politique. Les diacres devinrent ainsi peu à peu les fonctionnaires les plus importants et les plus puissants des paroisses et de l'Eglise entière. Il y avait donc en fait des intérêts purement matérialistes, derrière la victoire finale du christianisme. Mais ce fait, à lui seul, ne peut pas expliquer la totalité de cette victoire.

Paradoxalement, peut-être, mais incontestablement, le marxisme peut nous donner des arguments encore plus convaincants pour démontrer la force propre des idées. En octobre 1917, quelques jours avant le coup d'Etat bolchevique, Lénine pouvait seulement compter sur la fidélité d'un tout petit groupe d'adhérents, et même ce groupe n'était pas toujours sûr. La révolution communiste en Russie n'a jamais eu le caractère d'une révolte spontanée des masses. Elle n'était pas du tout une conséquence inévitable de la situation économique du pays. Au contraire, elle fut l'action audacieuse d'une seule personne, un coup téméraire qui soudainement amena Lénine au pouvoir. Dans les élections à l'Assemblée Nationale quelques semaines plus tard, Lénine et les communistes ne disposaient encore que d'une minorité. Seul le fait que Lénine n'a jamais hésité à se servir de la violence, assura la victoire de la révolution bolchevique.

Pétrograd, octobre 1917, c'est le triomphe d'un homme et d'une idée, le contraire de tout ce qu'ont proclamé les marxistes pendant plus d'un siècle. Lénine n'avait pas quitté le chemin de sa foi. Il était toujours resté fidèle à sa conviction, même dans des situations les plus dramatiques. Mais Lénine n'était pas l'optimiste irresponsable, le sanguin étourdi qui ne remarque pas les obstacles placés sur sa route. Aussi quelques mois avant le début de la révolution russe, il exprima comme son opinion, que les communistes, les vrais marxistes de son temps, ne verraient pas la fin de leur combat. La révolution serait la tâche de la génération suivante. La génération contemporaine était seulement chargée de tenir la bannière indomptée. Ce courage moral, cette fidélité idéologique, combinée avec la volonté et le sens de l'action ont fait de Lénine une des personnalités les plus importantes de l'histoire moderne. C'est cette attitude de Lénine, qui peut donner aux adversaires du matérialisme marxiste un de leurs arguments les plus efficaces. Chaque jour n'est pas le jour de l'action. Il faut sauvegarder l'idée jusqu'au moment où ce jour arrive. Il faut maintenir une minorité fidèle jusqu'à l'heure de la percée.

Regardons ainsi la situation actuelle de l'Europe, cette Europe qui est située, aujourd'hui comme hier, entre Washington et Moscou, et qui y restera sans considération des événements et des catastrophes qui peuvent se passer sur cette terre. L'Europe occidentale est encore dépendante des Etats-Unis, financièrement, politiquement et militairement. Mais les Etats-Unis ne sont pas les mêmes qu'auparavant. La guerre du Vietnam a montré à tout le monde une faiblesse du régime américain qui — il y a vingt ans — aurait semblé incroyable. Les Américains ne se sont pas servis de toutes leurs forces militaire au Vietnam — c'est vrai — ils n'ont pas utilisé leurs armes nucléaires, mais leur supériorité technique a néanmoins été tellement évidente, leur supériorité numérique si indéniable, que leur défaite maintenant doit être regardée comme un fait psychologique incontestable. Par conséquent, on pose partout dans le monde la question suivante : « Si les Etats-Unis n'ont pas pu défendre le petit Vietnam, comment voulez-vous qu'ils puissent donner une garantie solide pour la liberté et pour l'intégrité de l'Europe ? » Une Europe communiste serait une menace pour les Etats-Unis, plus grave, plus importante qu'une victoire communiste au Vietnam, bien sûr, mais cela ne veut pas dire que les Américains auront la possibilité de nous donner une assistance efficace au moment où nous en aurons besoin. La force américaine dans le monde ne dépend pas seulement de l'issue de la guerre vietnamienne ; elle dépend aussi de la situation intérieure aux Etats-Unis. La société américaine se caractérise pour le moment par des conflits graves entre des races et des groupes sociaux. La démocratie la plus grande, la plus puissante mais aussi la plus ancienne du monde est aujourd'hui en proie à une crise morale.

L'accroissement de la population américaine signifie que les Etats-Unis — s'ils veulent conserver leur niveau de vie — deviendront progressivement dépendants de leurs importations de matières premières qui seront essentielles pour maintenir un niveau de production satisfaisant, fait qui peut affaiblir leur position financière et par là même influence politique. Il est alors évident, que l'infiltration américaine en Europe, industrielle ou militaire, ne peut être

une certitude, dans l'avenir, une garantie pour la liberté des pays européens. L'Europe n'est sûre de survivre, que si elle peut se défendre par ses propres forces, que si les nations européennes ont la volonté et le courage de survivre. Naturellement, l'avenir de l'Europe est une question politique, économique et militaire, mais, en première ligne, elle est une question psychologique, une question de volonté et de caractère.

Cependant, ce n'est pas seulement la situation américaine qui a changé pendant les vingt dernières années. La situation internationale est différente également pour l'Union Soviétique. La croissance de la Chine communiste a amené un équilibre mondial entièrement nouveau. Auparavant, la Russie n'avait jamais eu de frontière orientale. Elle fut attaquée par Charles XII, par Napoléon et par Adolf Hitler. Chaque fois, elle se retira dans son espace immense jusqu'au moment où l'ennemi fut vaincu par l'immensité de l'espace. Mais cette stratégie classique de la Russie est inapplicable aujourd'hui. Non seulement les armes modernes et particulièrement les nouveaux moyens de communications, qui ont créé la guerre à trois dimensions, mais aussi les frontières nouvelles, les frontières asiatiques qui dans le passé n'avaient eu aucun rôle stratégique, ont réduit fortement la sécurité militaire de l'empire soviétique. Une telle réduction de la liberté de manœuvre militaire entraîne automatiquement un certain affaiblissement de la position politique. Par conséquent, les Soviétiques ne peuvent rien faire en Europe sans se préoccuper des réactions chinoises. L'invasion de la Tchécoslovaquie fut exécutée parce que les Russes craignaient un agrandissement de la zone d'influence américaine vers l'Europe centrale. Cette occupation de la Tchécoslovaquie n'est nullement un fer de lance tourné vers l'Occident. Au contraire, une agression soviétique vers l'Ouest serait en ce moment un suicide. Moscou est trop sage et trop prudent pour risquer une entente cordiale entre Washington et Pékin. Sa politique en Europe a pour but de consolider son système de sécurité en Europe orientale. C'est une politique défensive. Le fer de lance est ou sera tourné vers l'Est.

Malgré les difficultés que se présentent aux Américains comme aux Russes, la situation européenne comporte beau-

coup de traits qui doivent leur sembler favorables et avantageux. Le Marché commun n'a pas encore abouti à une unité politique et militaire. Les firmes américaines qui s'infiltrèrent en Europe ont pu bénéficier des stipulations du traité de Rome, des articles sur la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, et cela dans une mesure beaucoup plus importante que les Européens, eux-mêmes. Ils ont regardé l'Europe comme un nouveau « Wild West ». Ils ont traité les nations en Europe comme des districts administratifs. Et ils n'ont jamais eu à craindre l'apparition d'une nouvelle superpuissance mondiale. Les Russes non plus. Les rêves de puissance d'une Europe unie sont restés des rêves.

Mais le monde a pourtant besoin de la réalisation de ce rêve. Nous avons montré que la position internationale de l'Union Soviétique comme celle des Etats-Unis favorise la création d'une Europe indépendante. Ni les Russes ni les Américains n'ont aujourd'hui les moyens qu'ils avaient auparavant pour empêcher une évolution européenne. L'obstacle le plus important pour le moment n'est pas les superpuissance extra-européennes. L'obstacle le plus réel est le manque d'une volonté sincère parmi les politiciens dirigeants en Europe. Nous n'avons pas pu vaincre encore les rivalités, les préjugés et le conservatisme irréfléchi qui empêchent toujours les intégrations inévitables. C'est pourquoi nous n'avons pas le droit de capituler, nous qui représentons le nationalisme progressiste des patries européennes. Nous avons promis un jour ensemble à Malmœ, d'être fidèles au combat pour une Europe unie, nationale et corporative. Les dix dernières années ont été dominées par les gauchistes. Les dix prochaines années seront caractérisées par l'apparition d'une jeunesse nationaliste ou — si l'on veut — radicaliste. Le radicalisme de l'avenir n'est pas la même chose que le fascisme du passé. Il s'ordonne déjà autour d'une tendance, qui émerge partout dans ce milieu en Europe, une tendance qui se présente comme « un nouvel humanisme ». Cette tendance exprime la révolte de l'homme contre la menace d'une dictature technocratique, contre l'ordre inhumain créé par les soi-disant nécessités des machines et des calculs. Cette tendance est représentée d'une manière magnifique par Maurice Bardèche dans son nouveau livre, « Sparte et les Sudistes »

De l'autre côté du Rhin, on trouve des idées analogues dans la « Lettre à Jean-Jacques Rousseau » publiée par le prince Friedrich Christian zu Schaumburg-Lippe. Au Congrès de la jeunesse européenne convoqué à Rome les 7 et 9 novembre par le MSI, ce nouvel humanisme a rallié un grand nombre des participants. La bataille est encore devant nous — la lutte finale..

Pourquoi donc hésiter ? Nous avons porté, à travers des ténèbres des années d'après-guerre, nos idées, nos drapeaux, nos chansons, vers l'avenir. Aujourd'hui la jeunesse est en marche. Nous avons un devoir commun, comme nous avons un combat commun. Nous avons un devoir envers ceux qui sont morts pour que vive l'Europe, les martyrs de l'histoire moderne. Une vie confortable, une vie sans risque n'est pas une vie pour nous. Il est plus digne, et même il est plus agréable de quitter la scène, en sachant que la bannière n'est pas tombée, que la marche continue vers le matin.

Per ENGDAHL

Allemagne Fédérale : le mirage Russe

Les images de la lutte titanesque que se livrèrent, lors de la dernière guerre, Allemands et Russes sur le Front de l'Est, le déferlement des hordes slaves en Allemagne orientale, les massacres et déportations innombrables qui s'ensuivirent, puis l'annexion « de facto » des provinces entières de l'Allemagne orientale à l'U.R.S.S. (Memel, Königsberg) et à la Pologne (Sibérie, Poméranie, majeure partie de la Prusse orientale) et, pour achever le tout, l'installation d'un gouvernement fantoche dans la zone d'occupation soviétique (Allemagne centrale, nommée à tort, couramment, « Allemagne de l'Est ») ont imprimé des traces indélébiles dans la conscience nationale allemande. Si les Allemands de l'Ouest, dans leur immense majorité refusent d'entériner la frontière Oder-Neisse et la division de leur Nation en deux Etats également aliénés, force est de constater qu'il existe, outre-Rhin, tout un courant sympathique à une « ouverture à l'Est » qui, pour prix d'une éventuelle réunification selon des normes « neutralistes » — on sait ce que cela signifie... —, accepterait de reconnaître « de jure » les annexions naguère opérées « de facto » par la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. Cette politique d'« ouverture à l'Est » fut défendue, ces derniers mois, par les partis social-démocrate (SPD) et libéral (FDP). Les récentes élections législatives ont donné la victoire — toute relative, il est vrai — à ces deux formations. L'Allemagne Fédérale est donc présentement régie, par une « petite

coalition » FDP-SPD : aussi bien paraît-il légitime de s'interroger sur les futures orientations politiques qui détermineront la politique de Bonn.

*
**

Face à l'Allemagne, les Nationalistes français observent généralement deux attitudes antinomiques : ceux qui, fidèles aux leçons de Barrès et de Maurras, prônent de façon quelque peu anachronique, une politique de méfiance à l'endroit de tout ce qui est située outre-Rhin, oubliant ce que la Germanie a donné à la civilisation occidentale en poètes, philosophes, musiciens ; ceux qui, fidèles à l'exemple des Combattants de l'« Europe Nouvelle », évoquent avec une ombre de nostalgie les accents du « Horst Wessel Lied », les « Cathédrales de lumière », le « Fascisme immense et rouge » chers à R. Brasillach, oubliant que la dernière guerre a englouti, avec le III^e Reich, l'Hitlérisme qui, pour son plus grand malheur et celui de l'Europe, ne sut jamais transcender le plus primaire des pangermanismes.

Or, au risque de décevoir les uns et les autres, la réalité apparaît toute différente : l'Allemagne n'est plus l'arrogant Reich bismarckien, non plus que le Reich révolutionnaire, iconoclaste et conquérant d'Hitler. Aussi bien convient-il de faire justice, d'emblée, des idées toutes faites, des préjugés, des vieux snobismes passés de mode, et d'examiner le problème avec des yeux neufs et, surtout, le sens de la nuance.

*
**

I. — Une ancienne tradition de Russophilie.

Sans qu'il soit nécessaire de remonter au-delà des guerres de la Révolution et de l'Empire, c'est très certainement le mouvement de libération allemand de 1813, qui tissa les liens les plus solides entre Prussiens et Russes. La trahison des Prussiens, alliés de Napoléon, au moment où celui-ci venait d'être défait en Russie, fut l'une des causes de l'effondrement de l'Empire napoléonien. Dans le temps qui suivit le Congrès

de Vienne, et à la faveur de la Sainte-Alliance, la solidarité des Prussiens et des Russes s'exerça, cette fois, au détriment de la Pologne écartelée. L'ancienne fraternité d'armes germano-russe était présente à toutes les mémoires : elle éclate quasi à chaque page des « Contes Fantastiques » d'E.T.A. Hoffmann. Plus tard, après la défaite française de 1870, Bismarck édifia ses « systèmes » d'équilibre européen sur l'alliance entre Berlin et Petersbourg. A la fin du XIX^e siècle, l'alliance franco-russe, qui devait se révéler finalement si désastreuse pour nous, ne doit pas être considérée comme une parenthèse dans les relations germano-russes, car, de part et d'autre, on gardait vivace le souvenir de l'ancienne alliance et de l'ancienne fraternité d'armes. Et, alors que les opérations militaires de la Grande Guerre étaient engagées, il se trouvait tout un parti germanophile, à la Cour même du tsar Nicolas II, pour proposer le retrait de la Russie du conflit. Parmi ces partisans de l'Allemagne, le moins ardent n'était certes pas... Raspoutine. Du côté allemand, d'innombrables tentatives furent effectuées pour tenter de séparer la Russie de l'Entente (cf. les Mémoires de Poincaré). Ce n'est qu'en désespoir de cause que les services allemands firent appel, après la première révolution russe de février, à Lénine, afin de donner le coup de grâce à un Empire russe déjà moribond.

Après le funeste Traité de Versailles, l'Allemagne vaincue et la Russie révolutionnaire se trouvèrent toutes deux au ban de l'Europe. En Allemagne, le parti communiste à ses débuts était, tout naturellement, favorable à la révolution bolchévik et à l'importation de celle-ci en Europe, par le biais de la révolution spartakiste de Berlin (janvier 1919) et de la République des Conseils de Bavière entre autres. Mais, ce qui peut paraître plus étrange, c'est que, de l'autre côté de l'échiquier politique, un nombre non négligeable de conservateurs et de nationalistes étaient également partisans d'une entente avec la jeune république soviétique. C'est là où l'on voit combien les intérêts nationaux peuvent contredire les options idéologiques : une fois réprimés les troubles révolutionnaires de 1919-1920 dans le Reich, des relations diplomatiques se nouèrent entre la République de Weimar et la Russie soviétique, aboutissant au « Traité de Rapallo »

(16 avril 1922) qui consacrait l'entente des deux « parias » de l'Europe. C'est ainsi que put s'opérer, en Russie soviétique, l'armement clandestin du Reich, tandis que des constructeurs allemands formaient les cadres de l'Armée Rouge. Après l'accession de Hitler au pouvoir, les relations devinrent naturellement plus tendues. Mais ce fut de courte durée : dans la véritable course à l'alliance russe qui s'engagea au printemps de 1939, les Allemands purent aisément damer le pion aux Anglo-Français : en homme d'Etat madré qu'il était, Staline se doutait bien que les Anglais voulaient faire la guerre par Russes interposés — comme il la feront, finalement, par Français interposés, pendant la campagne de 1939-40. Compères nazis et communistes se retrouvaient donc pour le partage du monde, et, s'il faut en croire William L. Shirer (*Le Troisième Reich. — Des origines à la chute*), Ribbentrop et Molotov exultaient, ne se sentaient plus d'aise à ces retrouvailles. Mais le pacte germano-soviétique fut, lui aussi, de courte durée : l'important, pour notre propos, c'est qu'après que l'opération Barbarossa eut lancé les légions hitlériennes jusqu'au Caucase, l'espionnage soviétique en Allemagne trouva des auxiliaires zélés chez certains descendants de grandes familles de l'aristocratie prussienne, de formation conservatrice et militaire.

Enfin, au moment de la grande débâcle, quand les forces alliées resserraient le Reich dans un inexorable étau, Göring essayait de négocier avec les Américains tandis qu'Himmler tentait de prendre langue avec les Soviétiques. Puis ce fut la razzia des cerveaux, au profit des deux Grandes Puissances. Et cela se prolonge aujourd'hui : les révélations d'un espion tchécoslovaque passé à l'Ouest entraînent une cascade de « suicides » — ou de liquidations — dans les services du contre-espionnage ouest-allemand ; un prototype de fusée est expédié par pièces détachées en U.R.S.S. ; tel jour, un savant atomiste passe dans la zone soviétique ; tel jour, un officier supérieur de l'armée ouest-allemande déserte... et se retrouve à la télévision de Berlin-Est pour expliquer que la Bundeswehr est acquise aux « idées revanchardes de la N.P.D. » ; la présence d'anciens Nazis, en nombre incalculable, dans l'administration, l'armée, la police, le Parti Socialiste Unifié (S.E.D.) de la prétendue « République Démocratique Alle-

mande » n'est plus un secret pour personne. Tout cela pour montrer qu'il existe, en Allemagne Fédérale, tout un courant sympathique à la Russie sous sa forme moderne d'U.R.S.S., courant qui s'explique, dans une très large mesure, par des raisons historiques. Le courant russophile est animé par des gens de gauche, certes, qui éprouvent quelque sympathie pour le régime de l'U.R.S.S. (Parti Communiste D.K.P., étudiants S.D.S., aile gauche de la S.P.D.), mais se voit en outre renforcé par des libéraux (F.D.P), représentant les hommes d'affaires désireux de voir s'ouvrir le marché russe, et des Conservateurs (N.P.D.) qui voient dans la Russie l'ancienne alliée. Méconnaître ces faits, ce serait se mettre des œillères et ne rien comprendre à la situation présente et à l'évolution future de l'Allemagne.

II. — Responsabilités gaulliennes.

On se souvient du voyage que le général De Gaulle fit en Allemagne Fédérale en septembre 1963, de l'accueil chaleureux que le peuple allemand ménagea au Président de la République, du Traité de paix et d'amitié qui s'ensuivit. Une ère nouvelle de coopération et de solidarité semblait s'ouvrir entre les deux nations jadis ennemies. Mais, si les échanges culturels, intellectuels, politiques et économiques s'accrurent, si les jeunesses des deux pays apprenaient à se connaître et à s'apprécier, les relations entre les gouvernements de Bonn et de Paris suivirent un lent processus de détérioration : le refus opposé par Paris à une éventuelle entrée du Royaume-Uni dans le Marché Commun — justifié à notre sens : l'Angleterre dans le Marché Commun, c'est à l'heure présente un Cheval de Troie anglo-saxon en Europe — ; la cour éhontée faite par le pouvoir gaulliste à l'U.R.S.S., et les tentatives d' « ouverture à l'Est » opérées au détriment de l'amitié franco-allemande ; les difficultés agricoles du Marché Commun ; les événements de mai-juin 1968, la présence de nombreux ressortissants « allemands » (!) parmi les émeutiers, la fuite des capitaux à l'étranger (et pas seulement en Allemagne !) à l'automne 1968, la crise monétaire en France, le problème de la réévaluation du Mark formèrent

les lignes de faite des difficultés de la coopération entre la France et l'Allemagne Fédérale. Grande est donc la tentation, chez certains gaullistes, et chez certains de nos amis même, de rendre l'Allemagne fédérale responsable de toutes les difficultés françaises. Il faut, naturellement, un bouc émissaire, et l'on retrouve les accents de « Colette Baudoche » pour stigmatiser « l'impérialisme allemand » ou l' « Europe germano-américaine ». Et pourtant, si l'on réfléchit bien, les responsabilités gaulliennes éclatent aux yeux de tous : est-ce la faute aux Allemands si, pendant vingt ans, l'argent et les énergies françaises ont été absorbés dans des guerres outre-mer ? Est-ce la faute aux Allemands si la France a préféré construire des ports en Afrique, des autoroutes en Algérie, des Palais-Bourbon pour les rois nègres, et si, maintenant, son propre sous-équipement, son infrastructure autoroutière, entre autres, constituent des handicaps sérieux à l'élévation de notre pays au rang d'une puissance économique moderne ? Est-ce la faute aux Allemands, si le peuple français a accepté, de son propre gré, l'amputation de sa « province du soleil », et consenti à voir les armes françaises retournées contre les défenseurs de notre présence en Afrique du Nord ? Est-ce la faute aux Allemands, si le pouvoir ferma les yeux avec indulgence sur la mainmise marxiste sur l'Université, tandis qu'il traquait sans merci les adversaires les plus résolus des menées bolcheviques ? Est-ce la faute aux Allemands si, pendant des siècles, une centralisation excessive a provoqué l'hyper-trophie de Paris, laissant en blanc, sur la carte de notre pays, de nombreuses régions, désertées de leur sève humaine et de leurs activités économiques ? Est-ce la faute aux Allemands si les capitalistes, à l'automne 68, effrayés, il convient de le souligner par les propos délirants d'un Capitant, préférèrent mettre leurs capitaux à l'abri, et spéculer contre le franc ? Est-ce la faute aux Allemands si le gouvernement continue de tolérer les menées de ceux qui, dans tous les secteurs, ont entrepris de saboter le plan de redressement et qui, de leur propre aveu, s'emploient, par tous les moyens, à provoquer des crises, afin de « casser la baraque » après avoir détruit l'Université et brisé les ressorts de l'économie française ?

Nous entendons ne pas tomber dans ce piège grossier :

nous faisons nôtre ce mot de K. Liebknecht : l' « ennemi est dans notre pays ». Les Barbares, maintenant, ne viennent plus d'au-delà des frontières. Ils sont chez nous, nous les côtoyons chaque jour dans le métro, à l'Université, ils sont installés en force dans le monde de la presse, des Arts et du spectacle, ils sont présents à la radio et à la télévision. Nous les avons vus, ces Barbares, en mai et juin 68, immonde marée rouge et noire dans les rues de notre capitale, semblables aux rats que les égouts vomissent lors des inondations. « L'ennemi est dans notre pays » : Cela aura été la grande découverte de cette seconde moitié du XX^e siècle. Les Barbares sont parmi nous : ce sont tous ces pseudo-« citoyens français » de fraîche date pour la plupart —, cinquième colonne en France des partis russe, chinois, israélien, arabe ou américain, qui s'emploient à détruire systématiquement — ils le proclament ! —, dans leur haine démentielle, tout ce qui reste de la France, qui a eu l'insigne faiblesse de les accueillir. Car, en fin de compte, quelle différence y a-t-il entre un « citoyen français » comme le « camarade Krivine » et un « citoyen allemand » comme le « camarade Cohn-Bendit » ?

III. — Faut-il craindre l'Allemagne ?

De part et d'autre de la ligne de démarcation qui sépare les deux Allemagnes, la réussite économique est incontestable : la R.F.A. est la première puissance économique d'Europe occidentale, la R.D.A., la première puissance économique d'Europe orientale (hormis l'U.R.S.S.). Les deux Etats peuvent prendre valeur de modèle, au sein des deux systèmes économiques auxquels ils appartiennent. Certes, on peut expliquer ce « miracle allemand » par les richesses naturelles du sous-sol des deux Etats : mais ils savent tous deux s'adapter aux nouvelles conditions économiques de cette seconde moitié du XX^e siècle ; en R.F.A., déplacement des centres sidérurgiques « sur l'eau », liés aux importations, gaz naturel et pétrole importés donnant aux industries chimiques une impulsion nouvelle ; en R.D.A., construction de machines-outils qui inondent le marché est-européen et ont permis, jusqu'à ces dernières années, le développement éco-

nomique de la Chine communiste ; développement de l'énergie atomique dans les deux Etats. On pourra aussi expliquer le « miracle allemand » par l'aide que les deux gouvernements reçurent, l'un des Américains — mais il ne faut pas oublier que Roosevelt voulait transformer l'Allemagne en pâturage —, l'autre des Russes — mais il ne faut pas perdre de vue que, dans une première phase, toutes les installations d'Allemagne centrale furent démontées et expédiées en U.R.S.S. En fait, il convient de faire intervenir aussi et surtout les qualités indéniables du peuple allemand : discipliné, travailleur, possédant à un très haut degré le sens communautaire qui manque si fort chez nous. Il faut souligner également que, au rebours de ce qui se passe en France ou en Italie, les syndicats, fort peu teintés de marxisme, se préoccupent avant tout de l'amélioration de la condition ouvrière. D'ailleurs le socialisme allemand a toujours été, peu ou prou, national (cf. Lassalle).

Réunifiés, les deux tronçons de l'Allemagne formeraient vraisemblablement une puissance économique de toute première grandeur qui se hausserait au niveau des U.S.A. et de l'U.R.S.S. Or, ni l'une, ni l'autre de ces puissances non plus que les Etats européens — pris isolément — ne voudraient de cela. Mais le problème est de savoir si l'unification est possible, et comment elle est possible.

La réunification est-elle possible ? Jusqu'en 1961, elle se faisait lentement par la fuite quotidienne de milliers d'Allemands de la zone soviétique en République Fédérale. Depuis l'édification du « Mur de la Honte » (13 août 1961), le passage à l'Ouest est devenu extrêmement périlleux. Dix-sept millions d'Allemands sont enfermés dans le « paradis socialiste » — gardé par les chiens, les Vopos et les miradors —, sans espoir immédiat de libération. Depuis trois ans, le régime de Walter Ulbricht s'efforce de forger de toutes pièces une « nationalité est-allemande ». De fait, en vingt ans de séparation, les régimes politiques différents, les propagandes, les styles de vie opposés, ont creusé un fossé d'incompréhension entre les Allemands des deux zones. Y a-t-il encore une seule conscience nationale allemande, en dépit de ces oppositions ? Il est permis d'en douter, et si la balkanisation de l'Europe se poursuit, le fossé ira s'élargissant encore.

Comment la réunification serait-elle possible ? Conséquence de ce qui a été dit plus haut — la permanence d'un courant russophile —, grande est la tentation, pour certains, de chercher à s'entendre directement avec les Russes pour aboutir à une éventuelle réunification : c'est la position de l'extrême gauche — A.K.P., S.D.S., A.P.D. —, naturellement, pour qui la réunification n'est que le prétexte pour importer en Allemagne Fédérale la réponse d'Ulbricht, c'est aussi la position du parti libéral F.D.P., qui se contenterait d'une Allemagne unifiée « neutraliste », en acceptant de reconnaître la frontière Oder-Neisse ; c'est enfin l'avis des nationalistes de la N.P.D. qui, à l'exemple de la politique gaulienne, proposent des conversations directes avec les Russes en vue de la réunification (cf. les propos de M. von Thadden au Monde, en septembre-octobre 68) : comme ces derniers n'accepteraient qu'une Allemagne « neutraliste » ou alliée de l'U.R.S.S., on voit à quelles conséquences une telle politique aboutirait : le renforcement de la présence soviétique en Europe, les troupes russes à Cologne, Mayence ou Kehl, l'Allemagne et l'U.R.S.S., le germanisme et le slavisme enfin réconciliés...

Ainsi donc, la diplomatie soviétique joue gagnant sur tous les tableaux : elle a su d'abord profiter des méfiances gaulistes et de l'« ouverture » à l'Est ; puis elle a présenté l'invasion de la Tchécoslovaquie dans l'été 68 comme une mesure rendue nécessaire en raison des noirs complots tramés par les « impérialistes » et les « revanchards » de Bonn ; enfin, en brandissant la menace d'une éventuelle intervention en Allemagne Fédérale, elle a, sur le plan intérieur, dissuadé les électeurs allemands de voter pour la N.P.D. ou la C.D.U., et expédié au Bundestag une majorité favorable à une « ouverture à l'Est » et aux négociations avec l'Union Soviétique, les avantages de la N.P.D., sans les inconvénients. Joli résultat, en vérité, pour les Chancelleries européennes !

Le seul « danger allemand », si danger allemand il y a, serait de voir l'Allemagne réunifiée sous la houlette russe et séparée de l'Occident. C'est pourquoi nous pensons qu'il serait criminel, en réveillant les vieux ressentiments hérités de la guerre de 1870, de jeter les Allemands dans les bras des Soviets.

Conclusion : la position des Nationalistes français.

En fait, le problème allemand doit être replacé dans le contexte plus vaste du problème européen et c'est en cela qu'il nous intéresse particulièrement.

Le dénouement de la rude guerre mondiale eut pour conséquence la fin de la suprématie européenne et l'instauration en Europe de deux protectorats rivaux, américains à l'Ouest, soviétique à l'Est, tragique conséquence des accords de Yalta.

Dès les années 50, les nationalistes des pays européens se fixèrent pour but la libération de l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, de leurs encombrants occupants. Ce désir se résuma dans l'excellent slogan, qui garde aujourd'hui encore toute sa saveur et sa vigueur : « Ni Moujiks, ni Peaux Rouges » [il faudrait cependant le compléter aujourd'hui : « ni Moujik, ni Peau Rouge, ni Han (Chinois)].

La politique étrangère de la V^e République marqua quelques points, ces dernières années, en ce sens. Elle recelait néanmoins une ambiguïté d'importance, dans la mesure où la dénonciation de l'« impérialisme américain » ne s'accompagna jamais de la condamnation de l'impérialisme rouge. Ce n'étaient, au contraire, que risettes en direction des tsars du Kremlin, et M. Debré eut, l'an passé, l'inqualifiable cynisme de ne voir dans l'invasion de la Tchécoslovaquie qu'un « incident de parcours ». Enfin, la France, n'avait pas, et a encore moins à l'heure présente, les moyens de cette politique, qu'elle est seule à pratiquer en Europe. Et surtout, dans le cas de l'Allemagne Fédérale, le dangereux voisinage de la zone soviétique contraignait celle-ci, « volens nolens », à s'appuyer davantage encore sur le pilier américain, l'état matériel et moral de l'armée française empêchant que les Allemands puissent envisager sérieusement la protection française contre un éventuel coup de force soviétique. Seule une France forte, nationaliste et révolutionnaire, pourrait proposer à l'Allemagne et aux autres pays européens une authentique politique d'indépendance. Il faut donc qu'ici, en France, soient mises au rancart les vieux ressentiments, qu'en Allemagne Fédérale, l'on repousse le mirage d'une entente directe avec les Soviétiques, et qu'une organisation solide de l'Europe occidentale s'établisse autour de l'axe Paris-Bonn. Seule

une Confédération impériale des Etats nationalistes d'Europe occidentale permettra d'envisager la libération de l'Europe orientale, et la politique à suivre pour atteindre ce but. Enfin, une fois l'Europe orientale libérée, le problème de la réunification allemande, problème exclusivement européen, pourra être résolu en tenant compte des intérêts de tous les partis en présence.

Ce que Barrès et Maurras avaient, en leur temps, condamné, ce fut l'hégémonie de la Prusse en Allemagne. Or la Prusse, en tant qu'Etat, n'existe plus. Au contraire, l'Allemagne Fédérale est bien plus rhénane, donc celtique et latine, que prussienne (Bonn, siège du gouvernement fédéral est une ancienne ville gauloise). Ressortir, à propos de l'Allemagne Fédérale, les critiques formulées autrefois contre l'Allemagne bismarckienne, wilhelmienne ou hitlérienne, c'est montrer que l'on n'a pas compris grand chose, et de l'Allemagne, et du Maurrassisme. La réconciliation franco-allemande est la condition « sine qua non » de l'édification d'une Europe forte et libre. Faute de ne l'avoir pas compris une première fois en 1919, les démocrates et certains nationalistes furent directement responsables de l'arrivée d'Hitler au pouvoir et de la Seconde Guerre Mondiale. Tirons-en la leçon, et gardons-nous de tomber dans de semblables erreurs.

Aloys de VAUJOUAN

L'Érotisme : Libération ou Esclavage ?

Une jeune femme, habillée d'un collant, la poitrine nue cachée par de longs cheveux...

Un couple, lui nu, elle vêtue d'une seule chemise d'homme!...

Un ventre musclé, des cuisses puissantes et velues, et la tâche blanche d'un slip...

Images familières, répétées à l'infini sur les murs des stations de métro, sur les panneaux d'affichage des boulevards, dans les pages publicitaires de journaux... Si familières même, que l'on s'étonnerait de voir présenter un quelconque objet ménager autrement que par une femme dévêtue, dont le regard semble, à son usage, éprouver une bien surprenante volupté!...

Il n'est plus nécessaire d'acheter « Lui » ou « Play-Boy »... le nu est descendu dans la rue...

Floraison publicitaire, littéraire, cinématographique, alliant l'érotisme à la plus sordide pornographie... Le cul fait vendre, c'est bien connu mais l'argent suffit-il pour expliquer cette véritable révolution morale qu'est la « libération sexuelle » ?

Les pulsions sexuelles sont-elles le nouveau marché, enfin conquis sur la morale traditionnelle, par des hommes d'affaires ingénieux ?

Au-delà des apparences, vivons-nous une crise profonde de notre civilisation, une mise en procès de toutes les règles, un sursaut désespéré de l'homme, perdu dans l'uniformité de la masse, sans pensée ni vie spécifiques, vers le dernier monde secret, celui du plaisir ?

L'érotisme, seul recours contre la solitude ?

Ou bien, l'argent, le plaisir, l'angoisse de l'homme luttant pour conserver une illusoire individualité ne sont-ils pas les moyens les plus puissants utilisés pour pourrir la civilisation occidentale, en accélérer la décadence, et faire souhaiter par les occidentaux eux-mêmes sa disparition et son remplacement par quelque idéologie totalitaire ?

La nouvelle morale.

La vie : un long combat avec soi-même ? Une lutte constante entre les instincts les plus primaires — (L'esclavage des sens étant le plus puissant) — et les aspirations de « l'être » cherchant à dépasser « l'humain » ? L'énergie sexuelle, cette force tumultueuse, délivrée de la sensualité, se sublimant dans l'effort créateur...

Face à cette vision nietzschéenne de l'homme « quelque chose qui doit être surmonté », se dresse aujourd'hui la philosophie nouvelle, issue de la psychanalyse, où l'homme est « quelque chose qui doit être accepté ». La réalisation d'un être ne consistant plus à sublimer les tendances, mais à les accepter, à rejeter toute morale, toute conception philosophique qui les lui ferait ressentir comme anormales, et à les vivre, dirait le poète « mélange de boue et d'azur »...

Une seule question, devant l'invasion érotique, doit — pour l'analyste — être posée : « L'érotisme permet-il la libération de l'individu ? — Contribue-t-il au bonheur, ou n'est-il qu'un nouvel esclavage ? Etude à aborder non en moralistes, mais en humanistes, et si cela se peut — (humain, trop humain !) — sans passion.

Le destin de l'homme est-il de satisfaire ses tendances les plus secrètes, ou de tenter de les sublimer ? Hors de toute morale, de toute idéologie politique, de toute philosophie de l'existence, on est amené à se demander si le bonheur réside dans la satisfaction des désirs — même les plus ignobles — et si les règles de morale imposées par les religions, les Etats, sont sources de réalisation, ou, bien au contraire, brisent « l'essence même de l'homme » ?

Le mot « libération » dans lequel la nouvelle « morale érotique » puisse toute sa force est de ces mots magiques qui

exalte les hommes : il est des barrières à rompre, des tabous dont il faut se délivrer ! Tous ces mythes, ces fausses valeurs où depuis des siècles est enterré l'amour ! Se délivrer de cette sublimation de l'acte sexuel, qui doit cesser d'être une communion de deux âmes, pour n'être plus que lui-même : le contact sans poésie, de deux corps, le plaisir physique dans les drugstores, au même titre que le reste ! Et nous vivons enfin dans un monde pur, libéré du péché : plus de morale, donc plus de perversions...

Les philosophes de la « liberté sexuelle » démontrent que c'est la morale qui crée le péché, qui impose le sentiment du bien et du mal. Ainsi, loin de permettre à l'homme de se réaliser, elle lui impose le carcan de règles de vie ne répondant pas forcément à ses désirs profonds. Emprisonné dans les interdits, l'homme n'est plus lui-même ! — Obligé de suivre des voies qui ne sont pas les siennes, en ayant confusément conscience, il s'interroge avec angoisse sur le sens de sa destinée. D'avoir — pour être conforme à la morale de la société dans laquelle il vit — à brider ses tendances naturelles, à devenir identique à la masse qui l'englobe, loin de le sublimer, de lui enseigner la sagesse, ou de le révéler à lui-même, le détruit, le broie, pour en faire un instrument docile aux mains des gouvernants et des religions.

Le mal, sentiment de valeurs imposées, inexistant chez « le bon sauvage » permet l'asservissement de l'homme : celui qui se croit indigne, cherche éperdument à admirer. Il suffit alors, pour étancher cette soif « d'exemple », de dresser une idée, un Dieu, ou un surhomme, pour s'assurer la maîtrise de la masse...

De toutes les règles régissant la vie sociale de l'individu, les plus contraignantes sont celles qui s'appliquent à ce que l'on nomme hypocritement « les mœurs »... Surveillance menée de loin par le pouvoir ou l'autorité religieuse, qui sait qu'en ce domaine, plus qu'en tout autre, elle sera assurée par les individus eux-mêmes, jaloux et impitoyables envers les « libertés » prises par d'autres.

Tout ce qui s'écartera des règles édictées sera déclaré pervers, anormal, dangereux pour la société. Perversité fustigée en phrases propres à frapper les esprits : « Fou de son corps »... « En proie au démon de luxure »...

Face à cette traditionnelle vision manichéenne du sexe que propose « la morale nouvelle » ? Tout d'abord une règle-clé : « Liberté sexuelle entraîne liberté de pensée ». — Ensuite, il ne lui est guère difficile de montrer combien est artificielle cette classification des comportements sexuels en normal et pervers.

Au Moyen Age, on condamne au bûcher les sodomites, alors que la société grecque antique voyait dans la pédérastie et l'homosexualité un moyen d'élévation de l'homme et de la pensée (l'amour étant fondé sur l'admiration que l'on porte à l'aimé, deux amants vont donc chercher à être toujours plus dignes l'un de l'autre, et la société entière participera à leur sublimation) ; on pratiquait de même pour les hommes et les femmes accusés de bestialisme (alors que les bacchantes romaines se faisaient saillir pour les boucs sacrés). Les exemples de bestialisme sont foison dans la mythologie : Léda et le cygne, Jupiter transformé en taureau pour enlever Io ; et le minotaure, fruit des amours de la Reine Pasiphaé et d'un taureau blanc. Enfin l'inceste, lui aussi voué aux flammes par la civilisation chrétienne, alors qu'il était érigé en système chez les Ptolémées d'Egypte...

Où donc se trouvent le bien et le mal ?... Tout ceci suffit à démontrer qu'ils n'existent pas.

Seul existe l'homme, qui doit être libre d'agir sexuellement à son gré, la seule justification valable d'un acte étant le plaisir éprouvé par tous ceux qui y participent. Ceci est important : la liberté d'un individu dans sa recherche propre ne doit pas entraver celle des autres — ce qui en fait limite considérablement — nous le verrons les satisfactions érotiques, sans que quiconque puisse le juger.

Le capital érotique, le potentiel de plaisir spécifique à chaque homme, est composé de tendances profondément dissemblables, ni bonnes ni perverses, mais qui sont les voies naturelles qu'il doit suivre pour se découvrir et s'épanouir.

Ainsi la libération des pulsions sexuelles n'est qu'un épiphénomène, qui affirme la liberté tout court de l'homme, doit lui permettre de se réaliser selon ses désirs, donc d'atteindre au bonheur...

La Femme Libérée...

« Rien n'est plus simple que de convaincre un peuple qu'il est opprimé... si ce n'est de prouver à une femme quelle est malheureuse » disait un humoriste...

Il n'y eut guère de difficultés, en effet, à prouver aux femmes que l'indépendance qu'elles avaient gagnée dans le domaine de la liberté économique n'était rien, que l'essentiel restait à faire : la libération sexuelle. Sans aller jusqu'au « do it yourself » des réclames de godmiches anglo-saxons, les « révolutionnaires du sexe » entreprirent de détruire l'antique — et apparente — soumission de la femme envers l'homme.

Cheval de bataille : la contraception.

D'une nécessité démographique, ils firent un principe philosophique.

La science, inquiète à juste titre, d'une surpopulation catastrophique, frappant surtout les pays pauvres — Afrique, Asie — cherchait depuis longtemps un moyen simple pour permettre le contrôle des naissances. (Autre que la stérilisation chirurgicale qui même avec un transistor en prime comme cela se fit aux Indes, est mal acceptée). Ce fût la pilule, les stérilets, et les fameuses et fumeuses controverses sur les droits de l'homme à disposer ainsi de la vie.

En Occident, où les préoccupations démographiques sont moindres, on en fit le but d'une conquête fondamentale : la liberté sexuelle de la femme. Revendication en grande partie légitime. Dans la société traditionnelle, il existe effectivement une profonde inégalité entre homme et femme en ce qui concerne le couple : l'exemple type en est la valorisation extrême — presque assimilée au crime — de l'adultère féminin, alors que l'adultère masculin n'est judiciaire que commis sous le toit conjugal...

Inégalité dès l'adolescence : le jeune homme « jette sa gourme », commet des « frasques de jeunesse », alors que la jeune fille se doit de rester vierge (en fait, il est bien des accommodements avec le ciel, et il vaut mieux parler de demi-vierge...) Virginité, illusoire assurance d'une fidélité future, mais dont la nécessité pour bien des mariages fait la fortune de certains « chirurgiens esthétiques »...

On pourrait penser que passé le cap du mariage, la jeune femme peut enfin accéder au plaisir physique. Deux obstacles se dressent : la grossesse, ...et ...le mari.

La menace constante de la grossesse inhibe bien des femmes au cours des rapports. Certaines enquêtes médicales notaient près de 80 % de cas de frigidity, par seule hantise de la grossesse. Il est évident que la certitude de ne rien risquer, d'être à l'abri de cette « sanction » — avec le sens de « punition » — du plaisir recherché, libère la femme et la rend moins farouche à l'idée même du plaisir.

Cette frigidity — plus ou moins importante — disons plutôt cette défiance des femmes à l'égard du coït, était pour l'homme une sorte de garantie de fidélité...

Suivant l'adage qui veut que le bonheur soit « d'avoir une femme sage... et de folles maîtresses »... peu d'hommes s'inquiétaient du plaisir physique éprouvé par leurs compagnes. Ne la voulant pas frigide certes, ni dégoûtée, mais se satisfaisant du plaisir médiocre qu'elles pouvaient ressentir. Eussent-elles marqué une grande fougue, un grand désir de l'acte charnel, que les maris — doutant d'eux-mêmes devant des feux qu'ils craignaient de ne pouvoir éteindre — auraient pensé avoir épousé, non une femme qui les aimait, mais une Messaline. Avec « sa femme » plaisir discret et sans recherches imaginatives, avec « les femmes » grands ébats... Ce qui préservait le plaisir de l'homme et sa tranquillité d'esprit conjugale... Quand on demande à un homme si sa femme éprouve du plaisir, il est courant d'entendre cette réponse scandalisée : « C'est ma femme, la mère de mes enfants... pas une fille ! » comme s'il était honteux qu'une femme légitime éprouvât du plaisir... Conception maternelle de la femme, réincarnation de la mère auprès du mari...

La femme soumise à l'homme ; la femme vierge éternelle malgré l'enfantement ; pierre angulaire de la famille... images traditionnelles du couple...

Maintenant c'est fini ! libérées de la sanction terrible qu'était la grossesse, elles réclament et prennent l'égalité sexuelle ! l'orgasme pour toutes : il n'y a plus de femmes frigides, il n'y a que des hommes qui ne savent pas s'y prendre...

Cette antique barrière des secrets féminins, la pudeur, a disparue, engloutie par cette révolution érotique... Il suffit de parcourir les magazines féminins, d'écouter ou de lire Méné Grégoire et autres conseillères du cœur, pour demeurer stupéfait devant l'impudeur des confessions et des conseils donnés en retour.

On n'écrit plus : on trempe sa plume dans de l'eau de bidet...

Les désarrois du couple : la mort de l'amour ?

L'homme non plus n'est pas épargné par cette tourmente. Tout comme la femme, devant ces visages déformés par le plaisir qu'offrent complaisamment les revues et les films, en lisant ces descriptions de débats amoureux où l'orgasme semble infini. (Il n'est guère d'écrivain qui se prive de scènes de ce genre) il se prend à douter d'avoir lui aussi connu le plaisir... Si c'est ce délire des sens, non, il ne l'a pas connu...

La femme, quant à elle, est absolument certaine de n'en avoir « JAMAIS » éprouvé... et le reproche à l'homme, incapable de la rendre physiquement heureuse.

Le couple, ayant perdu toute sa simple spontanéité, rêve à ces coïts infinis que vivent les héros.

Sentiment d'impuissance — imaginative et psychique chez l'homme — de frustration chez la femme. Conflit insoluble, car comment savoir si l'on atteint le paroxysme désiré ? et qui semble être, dans les livres ou au cinéma, la normalité ?

Le plaisir est-il une quantité mesurable ? Hélas non... car s'il existait un petit appareil gradué : médiocre — bon — excellent — fantastique — sublime — divin, que les partenaires pourraient consulter après leurs ébats, afin d'avoir une certitude mathématique du plaisir éprouvé... bien des problèmes seraient résolus !

Devant une femme qui se laisse peu à peu transformer, réduire par la mode en femme-objet, en gadget à composantes sexuelles, l'homme reste désemparé. A travers la femme, il recherche inconsciemment la mère (soit sa mère, soit la mère de ses enfants futurs). Dépouillé de l'autorité économique, bien souvent de la suprématie hiérarchique, il voit sa virilité mise en question. L'union est devenue une lutte dont l'un et

l'autre des partenaires sortent épuisés. Dans l'amour... plus de spontanéité, mais une gymnastique, une sorte d'art chorégraphique élaboré.

L'un craignant de n'en pas faire assez, l'autre de ne pas assez recevoir... Divisés, dressés l'un contre l'autre dans l'attente inquiète du plaisir.

Frustration de la femme certes, mais aussi castration psychique de l'homme pouvant amener à l'impuissance physique...

Frigidité et impuissance psychique, assez prouvés dans la littérature, au cinéma, par la floraison de héros don Juans et d'héroïnes nymphomanes : ces échanges multiples de partenaires, cette dévalorisation inconsciente de l'acte sexuel, montrent à l'évidence l'impossibilité d'atteindre à l'amour. On joue à être amoureux ; on ne l'est plus...

En dehors du plaisir qu'il procure (assez limité, et nous verrons que c'est là qu'intervient l'intellect) l'acte sexuel n'a de prix que par sa difficulté à être atteint, par les défenses qui l'enferment en un monde mystérieux, et partant, par ce qu'il a d'exceptionnel.

Le démystifier ? c'est le dévaloriser, lui ôter son caractère secret. Ainsi que l'enseigne la sagesse populaire : il ne faut pas faire gras à chaque repas.

Le contentement contenu dans le plaisir physique, tient plus aux difficultés vaincues pour y parvenir qu'à l'acte lui-même.

Jusqu'à présent ce que nous nommerons la « masse sexuelle » (afin de l'isoler des minorités érotiques), voyait « gaillardement » la chose, sans incidences psychologiques traumatisantes.

Qu'en est-il maintenant qu'elle commence à être pénétrée par la nouvelle morale sexuelle ?

Tout d'abord, et surtout chez les hommes, réaction de pudeur blessée. Si la majorité des hommes aiment à regarder une belle fille, ils considèrent l'acte lui-même comme étant peu de chose (surtout après) s'il n'est sublimé par les sentiments.

Puis, sentiment d'impuissance, de révirilisation face aux revendications, à la frustration féminines. Réduction de l'amour au seul acte sexuel, l'attachement moral disparaissant derrière le coït...

La vague de libération sexuelle ne s'est point borné à démystifier l'acte « simple » mais a entrepris de normaliser les pratiques des minorités sexuelles.

Devant l'étalage complaisant et agressif, tant littéraire que cinématographique, de tout ce qui jusqu'à aujourd'hui était considéré comme pervers — ou tout simplement ignoré — l'homme s'est pris à douter d'être — avec son comportement sexuel simple — face aux délires imaginatifs — lui, un anormal...

Ce qui pourrait se résumer ainsi : « Je ne suis pas assez compliqué »...

Les révélations pseudo-psychologiques d'articles à scandale sur l'homosexualité latente chez tout être, sur les désirs incestueux inavoués (le complexe d'Œdipe est entré dans la pensée courante) en éveillant chez l'homme simple la conscience de tendances perverses — du moins il les considère ainsi, puisqu'il se réfère toujours à la morale traditionnelle — loin de le révéler à lui-même, n'ont abouti qu'à augmenter son angoisse existentielle. Ainsi, l'amitié qu'il a porté ou qu'il porte encore à des camarades — et qu'il baptisait (pour l'homme) amitié virile — n'est qu'une homosexualité inavouée, l'amour et le respect portés à sa mère, un complexe d'Œdipe refoulé ?

Prise de conscience de la complexité affective, déjà difficile à assumer pour celui qui étudie les mécanismes humains et qui explore l'inconscient, combien destructrice et traumatisante — (à la démystification de l'amour s'ajoutant la révélation des tendances perverses portées par chacun de nous) — pour l'homme à l'esprit peu structuré, évoluant dans un univers simple !

L'Avenir du Couple : du plaisir rêvé, à la perversion ?

Auparavant symbole de la communion de deux âmes, l'union physique devient maintenant l'unique motivation à la rencontre de deux êtres.

Deux solitudes se cherchent à travers le plaisir et se retrouvant encore plus éloignées l'une de l'autre après qu'il ait eu lieu. Insatisfaction profonde qui mène peu à peu aux délires imaginatifs, à la recherche des situations « excitantes »

pour l'esprit par leur caractère anormal, exceptionnel ou sacrilège (couples s'unissant dans la rue, dans les couloirs du métro le soir — quelle angoisse délicate que de redouter le voyageur attardé dont les pas s'approchent — ou même dans les églises...).

La force de liaison entre deux êtres ne consistera plus en une estime réciproque, mais dans leur lente dégradation commune, dans leur complicité à s'avilir.

Peu à peu, le plaisir ne s'obtient qu'en libérant les phantasmes sexuels, en assouvissant des désirs jusqu'alors refoulés, et c'est cette lente découverte de sa propre humiliation (car l'homme « libéré » par la nouvelle philosophie, se juge d'après la morale traditionnelle qu'il croit rejeter...) qui mènera à la perversion !

Cheminement que l'on peut schématiser ainsi : tout d'abord, recherche à deux de sensations de plus en plus rares, et découverte d'une source infinie de jouissance : — l'humiliation, — la sienne, et celle de l'être cher — l'exaltation des esprits contraint à une escalade dans les situations avilissantes : contemplation de l'être cher, souillé, humilié, avili par d'autres partenaires. L'humiliation sexuelle, subie et acceptée par un être aimé, est à la base des réunions à partenaires multiples. Course éperdue en fait vers l'avilissement de soi-même : puisqu'il existe cette boue en moi, que je m'y perde ! »

Volupté naissant dans l'avilissement de l'être cher ? Plus que le partenaire, c'est l'amour qu'on lui porte que l'on cherche à détruire. Le spectacle consenti et même provoqué de l'humiliation la plus sordide de l'être aimé semble avant tout, détruire les possibilités de souffrance que porte tout amour — jalousie, angoisse d'être trompé (physiquement surtout, car on confond alors amour et sexe) — pour ne laisser que le sublime : la complicité de deux êtres face à la vie.

Parviendrons nous ainsi à la pureté, au sentiment absolu ?

Dépouillement de l'amour ? Surpassement des valeurs castratrices ?

Non, simple réaction de panique devant la lutte que nécessite la survie d'un amour.

Fuite devant la souffrance que recèle inéluctablement l'être aimé... Alors on prend les devant, et l'on se croit « libéré »...

Autre mécanisme, menant vers « l'érosphère » hautement

intellectualisée des perversions, est la croyance ingénue, que vivre ses phantasmes, c'est s'en libérer...

Chez la femme, l'angoisse du viol est constante, laquelle n'a pas été suivie de façon souvent imaginaire dans le métro, la rue, dans son propre escalier (j'ai eu bien peur, mais il a sonné chez les voisins du dessus...) ? Crainte et désirs mêlés...

Il est ainsi fréquent que des femmes se refusent — après les avoir provoqués — à leur mari ou leur amant, afin que ceux-ci n'agissant plus que par désir — n'étant plus que nécessité de satisfaction sexuelle (...une bête, quoi!...) les ru-doient, les battent, et malgré leur résistance les forcent tels des soudards prenant des filles !

Petit viol intime sans scandale par lequel les deux partenaires réussissent à satisfaire — pour quelque temps — leurs obsessions fondamentales : pour l'homme, prendre et jouir de sa proie, pour la femme être possédée.

Souvent la réalisation de ces phantasmes est plus élaborée, plus dangereuse pour l'individu. Ayant éprouvé la crainte d'être suivie, guettée dans la rue, la femme se demande bien souvent si elle a déjà connu cela... Mais bien sûr ! quand cachée dans un coin sombre, à la fois follement angoissée et cependant ravie, tous les sens en éveil, elle espérait — petite fille jouant à cache-cache — et redoutait d'être découverte — vision non oubliée de ces silhouettes mystérieuses (pourtant celles d'êtres connus) s'avançant dans le noir... le cri perçant lorsque la main vous saisit... Elles découvrent alors avec stupeur qu'elles ont toujours désiré être poursuivies, rejoint et prises...

Obsession du viol poussée à un tel paroxysme que la réalisation en semble la seule délivrance...

Ainsi nous voyons se dessiner une lente évolution :

« Liberté sexuelle », dégradation de l'individu moral, de la pensée, puis perversions. Escalade vers le plaisir jamais satisfaite, sans limites, dans la recherche constante d'une plus grande humiliation de soi-même, pouvant déboucher sur la drogue, seul espoir soit d'oublier ce que l'on est devenu, soit de multiplier à l'infini des sensations qui s'épuisent, et toujours aveux d'échec face à la vie !

Eros et Civilisation.

La liberté sexuelle, loin d'être un moyen de rapprochement, un remède à la solitude rompt ce qui est essentiel : le couple, et partant, la cellule familiale, base fondamentale de la société.

Cellule familiale jugée dangereuse par les marxistes car elle échappe à tout contrôle, n'obéit à aucune directive, forme un microcosme spécifique où les hommes peuvent être eux-mêmes et libres, lieu de réflexion où l'on juge librement...

Les sociétés riches arriveront peut-être à se rendre maître des cellules familiales, grâce à la télévision, qui supprime et interdit tout échange entre membres d'une même famille, et impose à tous des idées qu'ils ne cherchent plus à discuter, n'en ayant d'ailleurs, le plus souvent, pas le temps.

Les Chinois, eux ont tenté des mesures plus énergiques, autoritaires : séparation des hommes et des femmes, accouplement réglementé, enfants élevés en dehors de l'influence des parents...

Solution qui fut en partie rejetée... la productivité agricole ou industrielle s'en ressentant...

Alors ? arme apparemment inoffensive : l'érotisme...

S'il rejoint effectivement les êtres, l'érotisme contrairement à l'amour, les dresse l'un contre l'autre égoïstement. Tendus chacun vers sa propre satisfaction. L'autre n'étant qu'un moyen pour l'atteindre. Unis par l'âpre découverte des tendances perverses de l'autre, par cette mise à nu de l'âme étalant sa fange. Complicité des humiliations vécues à deux.

Découvrir peu à peu les hantises du partenaire, l'amener à dévoiler et à vivre ses phantasmes les plus pervers, non pour le libérer mais pour jouir de son abaissement.

Soi-même se révéler insensiblement à l'autre, goûter son étonnement, l'entraîner dans ce qu'il redoute et que l'on désire, et surtout ce sentiment infini de puissance, de n'avoir montré qu'une part infime de nos phantasmes et d'imaginer une nouvelle étape vers un paroxysme d'humiliation...

Certains estiment qu'amour et érotisme peuvent exister ensemble, ce qui, loin de détruire le couple, créerait de nouveaux liens et renforcerait l'amour.

Mais alors que l'amour, don de soi, effort constant de compréhension, est assimilation de deux êtres en un être unique, l'érotisme, lui, n'est pas un lien, mais seulement une complicité, l'exaltation de tendances refoulées qui forme peut-être des couples, mais qui loin de s'attacher à construire, à sublimer leur existence, à servir un idéal, sont des entreprises désespérées d'auto-destruction.

Livrant l'homme désarmé — car trop peu structuré psychologiquement pour accepter et dominer ses pulsions — à des phantasmes érotiques dont la satisfaction obsédante et de plus en plus difficile, détruisant les valeurs traditionnelles sur lesquelles l'homme s'appuie pour lutter, la nouvelle morale sexuelle aboutit à la destruction du couple et à la disparition de la cellule familiale...

Machiavelisme d'une philosophie « libératrice » qui masque en fait un nouvel esclavage, le plus puissant, le plus destructeur pour l'homme, celui des sens.

Michel COURS

Jean-Yves COULON

La Grèce d'aujourd'hui

Le départ de la Grèce du Conseil de l'Europe est un exemple des beaux résultats obtenus régulièrement par l'alliance du mercantilisme et de l'idéologie. Les efforts des intéressants gangsters qui depuis vingt ans, grâce aux pots-de-vin, faisaient de la Grèce une « chasse gardée » unis à la stupidité nordique et à l'hypocrisie anglaise, ont ébranlé un des derniers verrous stratégiques de l'Europe en Méditerranée. Bel encouragement à laisser des crétins norvégiens et des Shylockv britanniques se mêler de nos affaires !

Nous avons voulu, à cette occasion, présenter à nos lecteurs une image exacte de la Grèce d'aujourd'hui.

Situation géo-politique privilégiée.

Peuplée d'un peu plus de huit millions d'habitants répartis sur une superficie égale au quart de celle de la France, la Grèce a une situation privilégiée. Sentinelle entre la Mer Noire et la Mer Méditerranée, elle surveille les passages en Mer Egée. Un grand rôle d'observation lui incombe donc, à une époque où la flotte soviétique s'installe dans ce qui était, avant l'abandon de l'Algérie, une mer française. La Grèce a donc un rôle maritime à jouer. Sur le plan continental, elle se trouve entourée au nord de ses frontières par l'Albanie maoïste, la Yougoslavie « titiste » et la plus fidèle des alliées de l'Union soviétique : la Bulgarie. Bannière de

l'Occident, le pays qui a vu naître Alexandre le Grand, se voit donc entouré, dans sa partie septentrionale, de terres inhospitalières.

Cette situation donne un rôle important au pays qui la possède, à son gouvernement.

Depuis deux ans et demi, à en croire notre grande presse, un événement considérable aurait mis l'Europe du Sud-Est en danger : la prise du pouvoir en Grèce par des colonels. Qu'en est-il au juste dans ce pays ? Quels sont ses réalisations ? Ses soutiens internes et externes ? Ses perspectives ?

La Révolution nationale.

Le 21 avril 1967, nos commentateurs officiels et privés annonçaient, la voix cassée et la mort dans l'âme, le renversement du régime démocratique et libéral par une dictature militaire. Il ne faut pas oublier qu'auparavant, le libéralisme existait, le capitalisme régnait en maître, la corruption s'éta- lait au grand jour, la misère se faisait durement sentir. Le désordre et l'égoïsme de la ploutocratie inspiraient la politique incohérente de Papandréou et de Caramanlis. Tout était à vendre, les adjudications, les contrats, la justice, les politiciens. Devant cette décadence, un groupe d'officiers supérieurs se décida à agir. Ainsi se produisit, le 21 avril 1967, la Révolution Nationale, sous l'impulsion, du colonel Papadopoulos, aujourd'hui Premier Ministre et Ministre de la Défense.

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement des colonels s'attacha d'abord à quatre réformes principales : l'annulation des dettes agricoles, l'épuration de l'administration, les poursuites contre les profiteurs, et la législation de la grève dans les services publics.

L'annulation des dettes fait partie d'une politique agricole d'ensemble. La Révolution a donné de meilleures conditions de vie à l'agriculteur. Des sommes énormes sont allouées à l'agriculture (subventions, travaux d'infrastructure, retraites, santé, prêts). L'annulation des dettes intéressait sept cent mille paysans, et entraîna pour le Trésor une perte de 1,2 milliard de nos francs. Mais ce sacrifice contribua au renforcement de l'activité productrice et à l'accélération de la

renaissance rurale. D'autres mesures complétèrent cette remise en ordre initiale : distribution de 29.000 titres de propriété sur des terres remis à des cultivateurs non propriétaires, augmentation des retraites des agriculteurs de 70 %, annulation des dettes de victimes des divers sinistres naturels, financement par la Banque Agricole de logements sociaux dont le nombre a quadruplé depuis 1966.

La seconde mesure concerne l'épuration de l'administration. Cette politique se manifesta surtout dans la magistrature où tout, auparavant, se réglait arbitrairement et sous l'influence des pots de vin. L'exemple le plus significatif de ce nettoyage a été donné en juin dernier au Conseil d'Etat dont le président fut invité par le Premier Ministre à démissionner. D'autres magistrats reçurent la même invitation. La raison de ces diverses mesures personnelles a été indiquée par le Président Papadopoulos : « Le gouvernement national désirant assainir la justice, a... éloigné certains magistrats comme n'ayant pas le prestige moral nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, pour comportement incompatible avec la dignité d'un haut magistrat ».

Les poursuites contre les profiteurs ont été dirigées essentiellement contre la malhonnêteté mercantile, mal qui sait non seulement détruit les finances, et spoliait les travailleurs pauvres, mais répandait partout un découragement profond. La révolution l'appliqua donc à moraliser le secteur commercial. Grâce à ce travail accompagné d'une réforme de structures, la balance commerciale a limité le déficit à l'équivalent de 4,3 milliards de nos francs, chiffre fixé par le Plan Quinquennal du Développement Economique. Parallèlement, les disponibilités en devises ont augmenté. Elles ont atteint le 31 décembre 1968, le niveau le plus élevé de la période d'après-guerre : 1,6 milliard de francs contre 1,3 milliard en avril 1967.

Les poursuites contre les profiteurs de l'industrie et de la finance ont également donné de bons résultats.

Les résultats ne se sont pas fait attendre. Les progrès de la production depuis la période révolutionnaire s'établissent par les chiffres suivants : l'indice général moyen de la production est monté de 5 % en 1967 à 8 % en 1968. Cette montée place la Grèce au quatrième rang des pays membres de l'Organisa-

tion du commerce extérieur, pour le taux de progression.

La monnaie maintenant : l'assainissement des finances publiques plongées dans le chaos avant le 21 avril 1967 constitue l'une des réalisations les plus impressionnantes du Gouvernement National Révolutionnaire. Autrefois, tout était pa-gaie. Un exemple : le budget de l'Etat était présenté après l'expiration de l'exercice, ce qui facilitait le gaspillage à des fins partisans avec, comme résultat, de profonds déficits dans les finances publiques. A l'opposé, la Révolution, grâce à son honnêteté, a modernisé le système fiscal en allégeant les charges pesant sur les revenus faibles. Ces derniers ont vu leurs impositions diminuer de 13 à 33 %. Les classes pauvres ont été les principales bénéficiaires, de la nouvelle législation fiscale.

Enfin, un problème a été réglé avec l'appui de l'opinion : celui de la limitation des grèves dans les services publics. Ce résultat a été obtenu grâce à une nouvelle législation syndicale qui a été promulguée le 17 mai dernier. Deux syndicats au maximum seront autorisés dans chaque profession (une dizaine d'associations ouvrières existent dans chaque profession en France). Les cadres syndicalistes devront être élus et avoir travaillé un certain temps dans l'année avant d'accéder aux postes de responsables, ceci afin d'éliminer le mandarinat. Dans les entreprises des services publics, les travailleurs devront avoir recours au préavis, ce qui suppose une discussion préliminaire pour la recherche d'un compromis. De plus, ils sont tenus, en cas de grève, d'entretenir toutes les installations dans l'éventualité d'une reprise immédiate du travail. Stipulation particulière : la cessation des activités ne devra pas excéder trois jours, et devra être décidée par la majorité des dirigeants syndicaux. Enfin, au cas où les trois jours seraient dépassés, la poursuite de la grève devra être acceptée par la majorité des syndicalistes dans leur ensemble.

Le droit de grève n'est pas donc nullement interdit, contrairement à ce qu'ont dit certains journaux français. L'Etat s'emploie seulement à ne pas faire subir à ses nationaux les effets néfastes d'un arrêt de travail dans les secteurs dont il a la charge. De plus, le secteur privé n'est pas touché par ces mesures.

Non seulement ces réformes ont pu être accomplies grâce à l'appui de l'opinion, mais tous ceux qui ont voyagé en Grèce cet été ont pu vérifier la popularité de ce régime de redressement et de propreté. L'accueil toujours charmant des paysans grecs, qui ont gardé le sens antique de l'hospitalité, ne s'accompagne d'aucune plainte, ni de ce silence prudent et morose qu'on observe en traversant la Yougoslavie. Les campagnes sont encore pauvres, mais le carcan de l'usure et de la misère a disparu. Le peuple grec dans les villes est gai, accueillant, spirituel. Ceux qui ont traversé la Grèce en auto-stop ont été souvent recueillis par des chauffeurs de poids lourds, car les automobiles particulières sont encore rares : dans les cabines de ces poids lourds, on pouvait voir le portrait de Papadopoulos et des autres colonels de la Révolution, qui ne sont pas, comme on pourrait le croire, des paratonnerres contre les « contractuels » que la Grèce ne connaît pas, et qu'on est bien fort de regarder comme des marques de sympathie, lesquelles étonnent rivement, mais à tort, les lecteurs naïfs du monde.

Lors du deuxième anniversaire de la Révolution Nationale, le Premier Ministre a rappelé à la radio que : « Ceux qui complotent à l'étranger et les rares personnes qui, à l'intérieur, partagent leur espoir de revenir à la situation qui a précédé le coup d'Etat ne doivent se faire aucune illusion ». Et après avoir rappelé l'état d' « anarchie, de corruption et de paralysie » dans lequel se trouvait la Grèce au moment du Coup d'Etat, il a mis l'accent sur le chemin parcouru depuis pour « le rétablissement de l'autorité de l'Etat, la remise en marche de l'économie, la consolidation de la monnaie, le retour à l'ordre et à la sécurité ». Ce sont des phrases qui, malgré leur brièveté, sont riches de signification. La Grèce voit s'instaurer un ordre nouveau, populaire et dynamique. Les paillettes de la « conscience universelle » n'y changeront rien.

Sur le plan international, deux éléments positifs peuvent être portés à l'actif du nouvel exécutif. Le premier est que, grâce à son anticommunisme théorique et... pratique, la Grèce s'est attirée la confiance des Etats-Unis sur le plan militaire. Pourquoi ? C'est Henri Bénazet qui le rapportait en juin 1968 dans « L'Aurore », pourtant peu suspecte de « fascisme » : « Tranquille ainsi sur le plan interne, M. Papadopoulos l'est

encore davantage sur le plan extérieur. Là, tout dépend des Etats-Unis. Or, Johnson, au début réservé, sinon hostile, devait vite comprendre que, la Turquie prenant ses distances d'avec Washington, la Grèce des colonels, anticommunistes fervents, représentait le dernier rempart devant la pénétration soviétique en Méditerranée orientale. Il a donc repris son assistance financière. » M. Nixon tient le même raisonnement. Où est la mise à l'encan de la Grèce ?

Le deuxième point intéressant réside dans l'accord conclu entre le gouvernement de M. Papadopoulos et la Croix-Rouge Internationale le 3 novembre dernier. Que dit cet accord ? C'est « *Le Monde* » lui-même, dans un article récent, qui nous le dit : « ...Les représentants de l'organisme auront désormais le droit de visiter les camps et les prisons civils et militaires, de s'entretenir avec les détenus politiques et ceux qui sont encore soumis à des interrogatoires. » Commentant ce fait, le gouvernement grec déclara le jour de l'accord que, « désireux de mettre fin aux rumeurs irresponsables sur les conditions de vie des détenus jugés dangereux pour l'ordre public et la sécurité, ainsi que sur les prétendues tortures que subiraient certains d'entre eux, et convaincu que la Croix-Rouge Internationale donne les garanties d'un jugement objectif et impartial », il a engagé des négociations avec cet organisme qui ont abouti au présent accord. M. Papadopoulos aurait-il accepté ce contrôle s'il existait des « atrocités » rapportées par quelques exilés notoirement marxistes ? Si le régime était aussi impopulaire que tentent de nous le faire croire certains, aurait-il obtenu lors du référendum-plébiscite du 29 septembre 1968 92 % de oui contre 7 % de non ?

La base du régime s'élargit de jour en jour. De tous côtés, naissent des organisations nationalistes grecques, excédées du terrorisme rouge. Parmi elles, deux se distinguent : le « Mouvement du 4 août » (1), et le groupe « Protecteur du Peuple ». Le premier recrute essentiellement auprès des jeunes, étudiants et lycéens. Vis-à-vis du pouvoir, il est ce que la « Phalange » espagnole est vis-à-vis du général Franco, c'est-à-dire plus dur dans ses objectifs, notamment dans l'anticapitalisme et l'anticommunisme. Le groupe « Protecteur du Peuple » se veut plus activiste, et il est décidé à agir pratiquement contre les infiltrations des agents de l'étranger.

A travers la presse non-helléniste, de multiples sympathies se sont manifestées à l'égard du nouveau régime d'Athènes. De nombreux exemples le prouvent : A Vienne, « **Die Aktuelle Nachricht** » du 29 juillet 1969 s'exprimait ainsi : « Si la dictature militaire grecque était vraiment aussi faible que l'assure la presse du Parti Socialiste Autrichien, elle aurait dû s'écrouler depuis longtemps, malgré l'aide qui lui a été fournie de l'étranger ». Mais en réalité, le régime autoritaire grec est à présent plus fort que jamais ». M. Hill dans le « **Herald Tribune** » du mois de mai 1969, disait : « On n'éprouve en Grèce aucun manque de liberté normale. Ce qui a disparu, c'est l'impunité... de la possibilité donnée aux 5 % de la population d'empoisonner l'existence des 95 % des citoyens loyaux. « Dans le « **Bayern Kurier** » de Munich de mai 1969, nous pouvons lire : « L'étranger trouve actuellement de nombreux agréments dans ce pays : les grèves ont cessé et la corruption n'y prospère plus. Des efforts coordonnés sont déployés en faveur du tourisme, la monnaie est devenue plus stable, et les prix sont plus bas »... « Le nombre des détenus politiques diminue constamment. Ceux-ci s'élèvent maintenant à 1.875, c'est-à-dire qu'ils sont moins nombreux que ceux qui existaient à une époque de démocratie indiscutable, sous Caramanlis, moins nombreux aussi que les détenus politiques du gouvernement Papandréou. » Enfin, dans « **Nieuwsbrief** » de La Haye de mai 1969, nous voyons : « Des soi-disant démocrates tels que Papandréou père et fils, ont sapé les fondements du pays par la corruption et leur collaboration avec les communistes. »

En France également, un courant de sympathie vis-à-vis de la Grèce actuelle se fait jour. Celui-ci s'est concrétisé par la création le mois dernier, de l'association de « l'Amitié franco-grecque ». Les exemples démentent que nous venons de citer montrent que, malgré sa puissance, la grande presse ploutocratique, n'a pu imposer partout le point de vue des profitius de l'ancien régime et qu'au courant de compréhension commence à se développer en faveur de la Grèce d'aujourd'hui. La Grèce se porte bien, son Premier Ministre peut se flatter d'avoir fait du bon travail, et pour son pays, et pour l'Occident.

Jean-Yves COULON

LES LIVRES DU MOIS

« **LETTRE SANS MALICE A FRANÇOIS MAURIAC** sur la mort du Général Weygand et quelques autres sujets », par Louis GUITARD, Jérôme Martineau, éditeur, 1967, 330 pages, prix 20,00 F.

Je viens de fermer ce livre et l'impression dominante pour l'instant est que M^e Louis Guitard ne s'empêtre pas dans les vieilles divisions entre la droite et la gauche. Son indignation est sincère et ne saurait en aucune manière être prisonnière d'un clan ou d'une chapelle. M^e Louis Guitard est un esprit libre qui, malgré son éducation « de droite », conserve suffisamment de jugement pour se permettre de démystifier certains faits et rétablir la vérité là où elle mérite encore de l'être.

François Mauriac et sa dévotion gaulliste sont un prétexte dont se sert M^e Louis Guitard pour discuter la veste de notre Général-deux-étoiles. François Mauriac n'est pas même un fidèle inconditionnel : c'est un adorateur, que dis-je ? un idolâtre, le père d'une nouvelle religion imposant son acte de foi par des explications quasi théologiques. Louis Guitard traite cette affaire en juriste et oppose aux confessions admiratives de Mauriac la réalité des faits qui rabaisse De Gaulle au rang d'homme, supérieur sans doute dans la tenacité de sa rancune et le caractère impitoyable de ses vengeances, mais médiocre dans la vision « prophétique » qu'il a de la chose publique.

Il est impossible de faire l'inventaire de tous les actes, de toutes les décisions, qui révèlent la mesquinerie du grand chef relevant, selon Mauriac, à la fois de « Louis XIV, Napoléon et Clemenceau » quand ce n'est pas Jeanne d'Arc, Charles V ou Louis XI. L'admiration est donc grande et Louis Guitard se devait d'être énergique dans son réquisitoire. C'est ainsi que, sur un ton de triste ironie, il interroge François

Mauriac sur les impressions qu'il a dû ressentir au soir du 5 février 1945 alors que, ayant obtenu de De Gaulle deux jours avant la grâce de Brasillach, il apprenait que l'auteur de « Comme le Temps passe » venait d'être fusillé à l'aube. Le poteau de l'injustice ne lui a pas pour autant décillé les yeux : un fait à mettre sans doute à l'actif des desseins insondables de son dieu étoilé. Mais Louis Guitard voit juste lorsqu'il présente Mauriac comme un être double, une espèce de Janus de notre littérature dont la face riante et généreuse a pour complément une autre grimaçante et pêcheresse. L'homme généreux est celui pétitionnant à l'envie en 1945-1946 en faveur des écrivains victimes de la bêtise politique ; dénonçant les cruautés, les abus de droit, les tortures et les injustices de la soi-disant Libération, appelant à la réconciliation des Français par le pardon mutuel des injures. Mais à ce Mauriac en correspond un autre épousant les querelles de son maître. C'est ainsi qu'il exige la condamnation exemplaire d'Abel Bonnard revenu d'Espagne pour comparaître devant ses juges : il s'agit du Mauriac bêtifiant, jouant les comploteurs pour barrer la porte de l'Institut à Paul Morand et en lisant certains de ses articles écrits à cette époque — ils sont soigneusement retranscrits par M^e Guitard — on est en droit de se demander si leur auteur n'est pas un imbécile indécrottable et dangereux. Ce Mauriac dernière formule est le religieux gaulliste, le thuriféraire, le chantre de l'idole.

S'adressant à François Mauriac, Louis Guitard se demande pour quelle raison il a fermé les yeux sur toutes les erreurs, tous les excès condamnables de De Gaulle. Il a fait sienne la passion du général lors de l'affaire Morand de la même manière qu'il l'excusa et même le justifia dans sa politique tortueuse en Algérie. Il se tut devant les nouveaux tribunaux d'exception alors que quelques quinze années auparavant, il les avait si courageusement combattus et il s'est tu également lorsque De Gaulle refuse l'église des Invalides à la famille Weygand lors des obsèques du vieux général.

L'événement fit suffisamment de bruit à l'époque pour que chacun s'en souvienne encore. Les arguments juridiques invoqués par le gouvernement pour justifier son refus semblèrent si faux, mêmes aux plus ignares, que le silence parut alors préférable : il ne s'agissait que d'une sordide rancune du vieillard élyséen. Mais le Général Weygand n'avait pas besoin pour sa gloire du salut de la « France légale » : l'hommage de la France véritable lui suffit, car Dieu sait s'il fut émouvant. Louis Guitard s'étend longuement, sans emphase, avec même une certaine discrétion, sur les différentes manifestations de sympathie qui eurent lieu au moment de la mort du général Weygand et lorsqu'il demande à Mauriac le pourquoi de ses trop nombreux silences, la

réponse est déjà donnée : l'auteur du « Baiser du Lépreux » n'est que l'esclave de sa foi blasphématoire.

Bien d'autres sujets sont évoqués par M^e Louis Guillard et j'avoue sincèrement que cette « Lettre sans malice à François Mauriac », tout en ressuscitant certaines indignations que le temps ou l'oubli avait calmées, m'a fait passer un excellent après-midi d'autant que le non-conformisme de l'auteur n'est pas pour me déplaire.

Jean-Paul ROUDEAU

« LA GUERRE EN QUARANTE QUESTIONS », par le Grand-Amiral DOENITZ, traduit de l'allemand par Bernard GEORGE, publié aux éditions de La Table Ronde, 310 pages, prix 20,80 F.

Ces quarante questions sont celles que le dernier chancelier du Reich se posent au soir de sa vie (il a 78 ans) sur l'histoire de l'Allemagne et celle de l'Europe, histoire dont il fut à la fois le témoin et à un certain moment, l'un des principaux acteurs.

Ancien élève-officier de la marine impériale, il fut naturellement instruit dans le respect du principe kantien de l'Impératif catégorique « qui plaçait l'accomplissement du Devoir au sommet de la hiérarchie des valeurs morales » et il fera de ce principe la ligne de conduite qu'il ne faut pas abandonner. C'est ainsi qu'il déclara le 3 septembre 1946, avant que les juges de Nuremberg ne rendent leur jugement : « Pour moi, je tiens cette conduite de la guerre pour juste et j'ai agi selon ma conscience... Ma vie tout entière fut consacrée à mon métier et donc au service du peuple allemand. » Il ne parlait pas autrement lorsqu'il demandait à ses soldats de faire leur devoir... même aux moments les plus sombres de la guerre.

La majeure partie de cette ouvrage est consacrée à la guerre sous-marine et Doenitz y développe longuement ses thèses sur l'édification de l'arme sous-marine ; les conceptions stratégiques qu'il défendait alors et qui devaient mener à bien la guerre. S'il regrette de n'avoir pas toujours été écouté, c'est moins du fait de la conscience qu'il a de la supériorité de ses idées que de la crainte affichée par ses adversaires de voir se réaliser une puissante flotte sous-marine en Allemagne. L'histoire Raskill écrit par exemple à ce sujet : « La lenteur avec laquelle les Allemands développèrent la construction de leur flotte sous-marine eut les conséquences les plus favorables pour l'Angleterre » et Lord

Cunningham, chef de l'Amirauté britannique à partir de 1943, ne parle pas autrement lorsqu'il écrit que « Karl Doenitz fut probablement le plus dangereux adversaire que l'Angleterre ait eu à affronter depuis Ruyter et... ce fut extrêmement heureux pour nous que son avis ait été si peu écouté par ses chefs politiques ».

Mais le Grand-Amiral Doenitz ne fut pas seulement un chef militaire. Désigné par Hitler comme son successeur à la chancellerie, il fut, à partir du 1^{er} mai 1945, chef politique et militaire du III^e Reich et son principal souci, sa préoccupation constante sera de lutter contre le bolchevisme aussi longtemps que « les troupes combattantes et les centaines de milliers de familles de l'Est de l'Allemagne ne seront pas sauvées de l'esclavage ou de l'anéantissement ». Et c'est ainsi qu'il retarde le plus longtemps possible la capitulation générale afin de permettre le transport du plus grand nombre d'Allemands, civils et militaires, derrière les lignes anglo-américaines. Dans la mesure où toute sa politique visait au sauvetage des gens qui pouvaient encore être sauvés de la dictature communiste, le Grand-Amiral Doenitz ne peut que souligner le rôle plus que douteux de certains militaires qui entendaient la politique beaucoup moins bien que la cible décidée par un état-major. Doenitz nous cite l'exemple d'Eisenhower qui, « le but stratégique étant désormais atteint (devait deviner que) le but politique était de maintenir dans la sphère de l'Occident le maximum du territoire allemand ». Mais Eisenhower a préféré se reposer sur l'Elbe, laissant aux Russes le soin de s'emparer de Berlin. J'ignore si par la suite il s'en est mordu les doigts mais tout le monde sait que plusieurs milliers d'individus ont payé de leur vie ce repos coupable.

Enfin, c'est l'évocation du procès de Nuremberg et de ces juges devant lesquels Doenitz fut traduit, à la demande des Russes et des Français, sous le triple chef d'accusation de « complot contre la paix », « crime contre la paix » et « crime contre le droit de la guerre ». Le dernier Reichskanzler discute la valeur de ce nouveau droit pénal international qui donne « à ses nouveaux principes un effet rétroactif — et néglige — la maxime juridique jusque là généralement admise « Nulla poena sine lege ». Condamné à 10 ans de prison, il sortira libre de Spandau en 1956.

Ce livre est avant tout un document sur l'histoire de l'Allemagne pendant la dernière guerre. Doenitz porte sur les faits et les hommes des jugements sûrs qui rompent heureusement avec toutes les fables soigneusement rédigées que l'on nous force à ingurgiter depuis 20 ans. Un excellent livre à ne pas laisser passer.

Jean-Paul ROUDEAU

« **DE GAULLE-MENDES ALLER ET RETOUR** », par Louis GUITARD, Jérôme Martineau, éditeur, 270 pages, 24 F.

Pierre Mendès-France est la victime d'une lourde hérédité politique, mal définie et qui dépasse de beaucoup le rôle responsable qu'il joua au moment de la solution de la guerre d'Indochine. Cette observation, que je ne suis pas le seul d'ailleurs à avoir faite, est d'autant plus évidente tous les 3 ou 4 ans, c'est-à-dire quand Mendès-France annonce sa rentrée politique alors que se profile déjà l'ombre de sa défaite.

Dans « De Gaulle-Mendès Aller et Retour », Louis Guitard essaie tout d'abord d'établir une comparaison entre André Tardieu, politicien trop prévoyant et pessimiste — donc mal écouté — de la III^e République et Pierre Mendès-France, témoin, plus que responsable, de la mort de la IV^e République. Louis Guitard est un homme de « droite » et son estime pour Pierre Mendès-France, les raisons pour lesquelles il admire l'homme politique situé à « gauche » n'en ont donc que plus d'intérêt.

La principale cause de la haine instinctive qu'éprouve la « droite » à l'égard de Mendès-France est moins son appartenance à des partis de gauche que le fait d'avoir terminé la Guerre d'Indochine dans les conditions que l'on sait. Le reproche n'est pas nouveau et chacun qui s'indigne du sort injuste réservé au Maréchal Pétain pour avoir l'armistice de 1940 devrait également juger avec le même esprit l'armistice signé avec le Viet-Minh car, dans un cas comme dans l'autre, leurs auteurs n'ont fait que « payer très cher les dettes des autres ». M^e Louis Guitard rappelle avec précision, citations et références à l'appui, l'attitude criminelle des politiciens français, gaullistes le plus souvent, pour ce qui est de la période critique de 1944-1946, dans leurs rapports avec les autorités locales. Méprisant les conseils que Lyautey adressait à ses supérieurs quant aux relations qu'ils devaient établir avec le Sultan marocain — contrôle, oui, administration directe, non — les gouvernements agissent dans ces pays comme s'il s'agissait de la Marche ou du Limousin, insultant les coutumes locales et négligeant les prérogatives d'administration intérieure que les chefs locaux possédaient toujours en droit.

Mendès-France, en voulant créer une Union Française qui passe « de la décolonisation à l'association par la voie de la négociation » ne pouvait demeurer longtemps au pouvoir. Attaqué à gauche à cause du mépris qu'il affichait pour le régime d'Assemblée et de son désir de renforcement de l'exécutif, déboulonné par la « droite », il ne sera resté Président du Conseil que durant quelques 7 mois. Il est assez ironique de souligner que cette même « droite », quatre ans plus tard, fera appel à De Gaulle pour sauver notre empire colonial...

« De Gaulle-Mendès Aller et Retour » est un livre foison-

nant de souvenirs, d'anecdotes, de réflexions parfois méchantes pour cette « droite » qui « refuse de comprendre les chances inespérées ». C'est un livre à lire sans passion et dont les conclusions sur l'arbitraire distinction entre la Droite et la Gauche sont à méditer même si elles ne sont pas nouvelles car personne n'est encore persuadé que « Droite et Gauche (ne sont que) des termes commodes... et ne correspondent plus aux nécessités actuelles ».

Jean-Paul ROUDEAU

Bernard GEORGE, « L'Occident joue et perd la Yougoslavie dans la guerre » (La Table Ronde).

Ce livre soulève un pan de voile sur un des aspects les plus méconnus de la 2^e Guerre Mondiale : la guerre en Yougoslavie.

Bernard George réussit à démêler cet imbroglio d'une complexité extrême où souvent il est difficile de savoir qui est avec qui, où la situation de la répartition des forces est des plus fluctuantes. L'auteur expose clairement tous les faits essentiels et réussit à rendre compréhensible cette « macédoine ». Il campe bien le décor ; il démontre pourquoi la Croatie est une nation et ce qui la différencie fondamentalement de la Serbie.

Bernard George aide le lecteur à se retrouver dans cette guerre aux implications multiples où s'affrontent Serbes et Croates ; catholiques et orthodoxes, les deux s'entendant à exterminer Juifs et Musulmans, où les résistants ne sont pas d'accord entre eux : les maquisards communistes de Tito pourchassant les résistants dit Tchetsniks de Mihaïlovitch fidèles au roi et au gouvernement yougoslave en exil à Londres pendant que les Allemands et les Oustachis luttent contre les uns et les autres, tandis que les Italiens (théoriquement les alliés des Allemands) ont une attitude de non-agressivité qui fixe la trahison (leur commandant en chef Roatta était même en opurparlers directe avec Tito !) Sur cela, se greffent en plus heurst entre les ambitions anglaises et les arrière-pensées soviétiques.

Comme vous le voyez, ce n'était pas simple d'exposer un sujet si confus. Mais le mérite de ce livre ne réside pas uniquement sur ces deux faits : sujet quasiment inédit en langue française et clarté d'exposition. Il y a aussi :

— une bonne vue d'ensemble de la Croatie indépendante et de ses partisans. George explique pourquoi les Allemands s'appuyèrent plutôt sur Ante Pavelitch que sur Matchek bien que ce dernier dirigeât un parti plus nombreux et fût plus germanophile. Il nous dépeint ce qu'était l'Austracha.

— le destin de la Serbie pendant cette période, avec son propre gouvernement, celui de Neditch, appuyé sur le Zbor de Liotich.

— une bonne étude sur Mihaïlovitch, sa politique et ses partisans l(es tchetnik).

— l'incapacité militaire, si ce n'est la trahison de la majeure partie du Corps Expéditionnaire Italien.

George montre enfin très bien certains aspects qu'il est utile de méditer :

— les communistes de Yougoslavie ne sont entré en guerre contre l'Allemagne qu'après l'invasion de l'U.R.S.S. par les Allemands. (Cf. l'attitude du P.C.F. sur ce même problème). La déclaration titiste suivante est claire : « La guerre de l'Union Soviétique est votre guerre... Faites votre devoir de prolétaires ».

Mihaïlovitch, résistant de la première heure pouvait exhaler sa rancœur. « Il est bien que les partisans (communistes) veuillent aider nos alliés russes quand l'ennemi est devant Moscou mais la Russie était l'alliée de l'Allemagne quand les Allemands ont bombardé Belgrade et ni communistes, ni Russes ne nous ont porté aide à ce moment-là ».

Cependant Tito et Tchetniks essaient d'unifier leurs opérations antiallemandes. Ils décident d'attaquer simultanément Kraljevo des deux côtés de la ville. A l'heure dite, les partisans communistes n'étant pas là, les résistants tchetniks furent encerclés par les Allemands et 4.000 d'entre eux furent massacrés. B. George montre bien qui est Tito, quelle politique il menait et prouve que son objectif essentiel n'était pas la résistance antiallemande mais la victoire du communisme.

C'est toujours le même scénario : le communisme masque sa stratégie sous une façade nationaliste. C'est un leurre et un attrape-nigaud.

— le jeu soviétique qui profite des frictions anglo-américaines. Staline réclamait l'ouverture d'un « second front ». Les alliés pensèrent alors débarquer en Yougoslavie. Mais, à la Conférence de Téhéran, appuyé d'ailleurs par le trouble Roosevelt, Staline s'y opposa. Le bougre comprenant que si les Anglo-Saxons débarquaient en Yougoslavie, ce pays ne tomberait pas sous la coupe de Tito, donc échapperait au communisme. Pour le dictateur de Moscou, il est bien évident que ce qui importait, en urgence, était non la défaite allemande mais la victoire marxiste.

— l'idiotie des Alliés qui ne comprirent pas cela et s'en firent même les exécutants.

— la lâcheté enfin des Anglais qui livrèrent tous les Croates aux hordes titistes après la défaite de l'Etat Indépendant de Croatie. Ils furent les complices de l'abominable martyrologe de ce peuple (viols, exécutions les plus sommaires dans les

conditions les plus atroces (lire les 70 dernières pages qui relatent des faits précis, date, lieu, circonstances et nombre de victimes). La haine séculaire entre Croates et Serbes n'expliquent pas tout, les représailles affreuses entre Croates et maquisards, pendant la guerre, n'excusent pas tout.

L'intelligentzia occidentale, la conscience universelle, jettent un voile pudique sur cela : les manches à la mort, les décès par privations, les déportations jusqu'en U.R.S.S. de germanophones vivant dans le pays depuis le XVII^e siècle, les travaux forcés. Un des grands mérites de Bernard George est de les décrire, de prendre nos intellectuels de gauche en flagrant délit de culpabilité par omission : car pas un n'a dénoncé ce véritable génocide.

— Bernard George dénonce, par les faits et non par les commentaires, les fautes ahurissantes des Anglo-Saxons. Non seulement ils n'ont pas aidé Mihaïlovitch mais encore ils ont littéralement offert le pays à Tito. Ils ont œuvré à la communitisation du pays.

Pire, ils ont livré des prisonniers de guerre Croates à Tito en feignant d'ignorer quel sort les attendait : le massacre. Tito éliminait l'élite donc pouvait pétrir une masse, selon le schéma marxiste (cf. le massacre de Katyn).

Le manque d'unité (c'est un euphémisme) des Occidentaux a permis la communisation du pays : ils auraient pourtant dû méditer l'exemple de Koltchak (cf. « le Destin de l'Amiral Koltchak par Peter Fleming, édité chez Plon et analysé dans « D. O. » de janvier 69, n° 78). Mihaïlovitch fut le Koltchak yougoslave durant la 2^e Guerre Mondiale.

Les Anglo-Saxons sont co-responsables de la saignée de la Croatie. Et Bernard George a raison de conclure son livre : « Il y a des crimes de guerre qui n'ont pas trouvé leur Nuremberg ».

Ce livre à retenir comporte deux autres qualités :

- il possède une bibliographie précise et fournie.
- il contient trois cartes, lisibles, qui facilitent l'étude du déroulement des événements politique et militaires.

Yann BEUZEC

Chronique des Arts

RETROSPECTIVE PAUL KLEE, AU MUSEE D'ART MODERNE

Grande première au Musée d'Art Moderne. Tout le ban et l'arrière-ban de la critique était présent pour la présentation à la Presse de la rétrospective Paul Klee, organisée à l'occasion du trentenaire de la mort de l'artiste, à Muralto-Locarno, le 29 juin 1940. Après celle consacrée au Bauhaus, dans laquelle Klee était abondamment et très remarquablement représenté, notre Musée national d'Art moderne nous devait sans doute cette manifestation. Elle s'inscrit dans le calendrier de ces rétrospectives, où toutes glorifications des réputations les plus insolites, voire les plus contestables, ne sauraient être négligées, alors qu'au Purgatoire des « bien pensants » des artistes, qui n'encoururent d'autres reproches que d'avoir sacrifié à leur art le soin de cultiver leur renommée, attendent patiemment que nos officiels, moins obsédés par la crainte de n'être pas suffisamment dans le vent de l'Histoire, puissent leur accorder quelque attention.

Et comme il convient d'être équitable, reconnaissons tout de suite que cette manifestation a été organisée de la manière la plus adéquate, sinon la plus parfaite (199 peintures et dessins) et que le grand public, celui que n'accable pas le poids des bibliographies complaisantes et des renommées préfabriquées, pourra enfin juger sur pièces. Ce modeste

compte rendu n'a dans son objectivité sereine, d'autre but que de l'y aider.

La biographie de Klee est assez simple. Suisse d'origine, né d'un père allemand et d'une mère d'origine française, probablement provençale, tenté très tôt par la peinture, il acquit sa formation première dans une académie libre de Munich, Munich qui après des retours successifs sera en quelque sorte sa seconde patrie. Il y participera aux expositions du **Blaue Reiter**, en compagnie d'Auguste Mack, de Kandinsky, Franz Marc, Javlensky, Arp. Des voyages et des séjours en Italie, en Sicile, en France, un voyage en Tunisie, qui en 1914 marquera un tournant décisif de sa carrière, la rencontre de la couleur : tous n'ayant d'autre objet que la poursuite de ses incessantes recherches. En 1921 il s'installera à Weimar, devenu professeur de peinture au Bauhaus qu'il suivra, lors de son transfert à Dessau en 1925, et où il publiera ses **Esquisses pédagogiques**, dans lesquelles il tente de doctriner son enseignement. En 1930, affecté par les dissensions qui règnent au sein du groupe après le départ de Gropius, il résilie son engagement et accepte d'enseigner à l'Académie de Düsseldorf. Puis devant la montée du nazisme, violemment hostile à l'esthétique des novateurs — art dégénéré — il quittera définitivement l'Allemagne en 1933. Après un séjour dans le midi de la France, il reviendra en Suisse, où atteint d'une sclérodémie incurable, il mourra en juin 1940.

Paul Klee n'est pas un artiste négligeable. Homme d'une grande culture, sollicité par les tentatives poétiques et esthétiques les plus avancées, il ne s'agrègera cependant jamais à aucun groupe, n'abdiquera jamais un esprit de recherche et d'invention original. Dans ses rapports très intimes avec Kandinsky, — esprit ratiocineur, chez lequel prévaut un intellectualisme assez souvent gratuit, préoccupé de mettre en équations des procédés graphiques et chromatiques fondés sur des spéculations beaucoup plus que sur des données sensibles, — il donnera plus qu'il ne recevra. Et le plus souvent les propositions de Kandinsky ne seront que la systématisation des trouvailles originales de Klee, s'efforçant, lui, de sortir des sentiers battus serait-ce par ses propres pas.

Marqué successivement par l'expressionnisme allemand, le

surréalisme, le fauvisme, le cubisme, il s'affranchira toujours de ces tutelles possibles, procédant en quelque sorte à bâtons rompus, revenant sur des expériences anciennes, préoccupé davantage par la découverte d'horizons nouveaux que par la réalisation d'effets de surprise, à la manière d'un Picasso, d'un Picabia et de la plupart des prétendus novateurs de l'entre deux guerres. Mais cette quête permanente et passionnée aura pour contre-partie un défaut de réalisation et d'aboutissement, une poussière d'œuvres menues et mineures. Paul Klee sera une sorte de bricoleur génial.

Il appartient à cette famille d'esprits qu'on dit charmants, ayant à la fois le sens de l'humour et le goût de l'étrange, celui de l'expression rare, des raffinements dans le choix des thèmes et des termes. Il appartient à cette génération des premières décades de ce siècle, où après tant de découvertes et de recherches dont peut s'enorgueillir à juste titre le XIX^e siècle finissant, il y eut comme une sorte d'interrègne, de jachère, marquée par des tentatives plus ou moins gratuites, celle de l'originalité poursuivie à tout prix, dans l'oubli de cette vérité essentielle que la véritable originalité se manifeste comme l'expression spontanée d'un don, qui se cultive mais ne s'acquiert pas.

En fait, ce fut en art comme en littérature l'époque des précieux, celle des abstrauteurs de quintessence, des poètes confidentiels et abscons dans le sillage du symbolisme expirant, des peintres cérébraux en quête d'un vocabulaire et d'une syntaxe neuve mais qui, dans le meilleur des cas, ne firent que de pseudo-trouvailles, exhumant de vieilles nouveautés, s'attachant aux aspects mineurs de l'œuvre d'art, poussant leurs avantages en des recherches de laboratoire, pareilles, mais avec de moins de raison et d'efficacité, à celles de nos biologistes — poursuivant sous le microscope la révélation des composants histologiques et cellulaires des corps vivants. Ils oubliaient en ces recherches marginales les données fondamentales de l'art, lequel tend à magnifier, en nous les restituant, les aspects d'une réalité à l'échelle de l'homme, en laquelle nous sommes communément insérés et dont nous n'épuiserons jamais les ressources. Et pour ce faire il n'est pas utile de pénétrer dans le monde des coléoptères ou des infusoires, encore moins de prétendre violer le secret de

« ces espaces infinis », qui effrayaient Pascal et dont nos cosmonautes n'auront jamais qu'une vision terrestre ou lunaire, laquelle ne saurait excéder leurs facultés sensorielles, ni le pouvoir de leur raison discursive.

Paul Klee, qui à ses curiosités intellectuelles joignaient les vertus d'une réelle sensibilité d'artiste, est un des meilleurs représentants de cette génération inquiète à la poursuite de l'inédit. Très certainement sincère, quoique pénétré d'humour, il conduisit ses démarches avec beaucoup de liberté et de fantaisie voire de modestie. En d'autres temps il eut été un miniaturiste de talent. Il eut excellé dans l'exécution de ces jeux du crayon et du pinceau, dont les enlumineurs de manuscrit ornaient les marges des textes qu'ils illustraient. Par un indiscutable atavisme et son séjour dans le Sud Tunisien, au pays des arabesques, des artisans habiles aux jeux d'une géométrie colorée symbolique et raffinée, il se révélera plus oriental qu'occidental, de « cet Orient second... » évoqué par Jacques Berque ? Et jamais dans ses travaux ultimes — où il tentera de déborder du cadre restreint assigné à ces petites compositions aquarellées ou peintes, qui toutes auraient pu servir à l'ornement d'un livre — il n'abordera le domaine de la grande décoration ou celui de la peinture de chevalet. Dans le genre certains artistes contemporains, moins connus en raison d'une audience restée restreinte ou d'un destin abrégé, tels un Hans Reichel, un Fédor Löwenstein, ont fait aussi bien sinon mieux. Dans une ambiance analogue, à la fois fantastique et précise, après Méryon, Rodolphe Bresdin, Gustave Moreau, un artiste tel qu'Odilon Redon était allé, lui, beaucoup plus loin, beaucoup plus haut, joignant aux facultés d'invention graphique et chromatique un humanisme, une culture d'une toute autre envergure et d'une toute autre portée.

Il faut bien s'y résigner, quels que soient les courants passagers, l'ingénosité d'exégètes, dont l'énumération seule risque de créer le préjugé défavorable, littérateurs esthétisants, polygraphes toujours tentés par l'insolite, Paul Klee et son œuvre ne sont et ne resteront que des valeurs secondaires, aspects mineurs dans le panorama des arts plastiques de notre époque, allant rejoindre tant d'autres charmants maniéristes qui, à celles de transition, requièrent l'attention

des historiens après celle des chroniqueurs, prennent place en des anthologies, consultées par les professeurs, feuilletées par les esprits curieux (jusqu'en février).

Quand le « show-business » s'en mêle...

Il fallait s'y attendre. Avoir consacré un nombre respectable de millions à célébrer abusivement le 85^e anniversaire du plus remarquable imposteur de l'art contemporain, parfaitement étranger par sa nationalité, son atavisme, ses options à la culture d'un pays dont il a exploité sans vergogne les traditions d'hospitalité, la xénophilie, la jobardise, le snobisme impénitent de ses soi-disant élites, avoir encombré le Musée d'Antibes, celui de Vallauris, une salle de notre Musée d'Art moderne avec ses productions folkloriques et ses caricatures en manière de tableaux de chevalet, matraqué l'opinion par un incessant battage dans la presse, sur les ondes et sur les écrans : ce ne serait pas suffisant.

Il paraît que la France de Nicolas Poussin, de Jean-Baptiste Chardin, d'Antoine Watteau, d'Eugène Delacroix, de Paul Cézanne aurait contracté une dette d'honneur à l'égard de Pablo Ruitz Picasso « le plus grand artiste de l'Histoire de l'humanité... » (je cite), qui reste cependant le plus contestable et le plus justement contesté des artistes étrangers, vivant somptueusement sur son sol. Ce pays n'aurait pas encore assez fait afin de pervertir des générations de jeunes français, ayant quelque goût ou aptitude pour les arts, dont l'immense majorité se désintéresse des « fumisteries » qui, sous divers néologismes, ne cessent d'abuser critiques insanes, amateurs aveugles et, il faut bien le dire, en ayant recours à une terminologie adéquate, d'emmerder par tant d'outrecuidante insistance tous ceux qui chez elle manifestent un réel intérêt pour l'art.

Un Américain domicilié à Londres, un certain Norman Granz, qui a fait carrière dans le show-business, imprésario patenté des gloires les plus colorées du music-hall, vient d'adresser à M. Georges Pompidou, Président de la République et amateur d'art par surcroît, une lettre rendue publique, sous forme de placard publicitaire inséré dans un grand hebdomadaire parisien. Il adjure, que dis-je, avec un

magnifique culot d'outre-atlantique il met en demeure notre gouvernement de ne pas faillir à son devoir le plus urgent, qui serait de construire un Musée Picasso, « attraction touristique de premier ordre, pour le moins égale à celle de la Tour Eiffel... », mais qui aurait surtout pour immense avantage de garantir les investissements de M. Norman Granz, collectionneur, tout au moins de façon viagère, car l'existence à Paris d'un Musée Tattegrain n'a pas garanti, que je sache, du plus total oubli cette gloire si parfaitement transitoire de la Peinture française ?...

A en croire M. Jean-François Launay, journaliste à France-Soir et compère de la commère, notre gouvernement, représenté par son ministre des Affaires culturelles, M. Edmond Michelet, serait tout à fait acquis à cette remarquable suggestion. Il ne manquerait plus pour y répondre que les crédits ; M. Giscard d'Estaing s'empressera de les dégager sur les prochains exercices budgétaires rognant, si besoin est, sur ceux de l'Education nationale.

Il y a beaucoup à parier qu'avant d'avoir pu consacrer les indispensables dotations à la sauvegarde de notre patrimoine architectural et artistique en mortel péril, d'avoir opéré la résurrection de nos musées de province somnolant dans le silence et l'absence — il y aurait des statistiques à produire et d'édifiantes anecdotes à conter aux lecteurs de France-Soir — nous aurons « cette attraction touristique de premier ordre... » Elle suppléera les Musées Dupuytren abolis de nos fêtes foraines. Elle réussira, sans nul doute, à dégoûter définitivement de toute forme d'activité artistique les Français, enfin gagnés aux joies sans mélange de la société de consommation, aux plaisirs raffinés du show-business, à la remorque des Norman Granz des deux hémisphères et allant prendre, grâce aux tarifs dégressifs d'Air-France et de la T.W.A., des leçons de savoir-vivre et de goût à Dallas et à Chicago.

F.-H. LEM

Revue de presse

Notre famille politique est actuellement divisée en de nombreux groupes sinon groupuscules qui s'expriment par des journaux ou bulletins multiples.

Au moment où un effort sérieux essaie de faire l'unité de ces groupes, nous avons estimé à « Défense de l'Occident » qu'une revue de notre presse était particulièrement opportune. De façon à mieux nous connaître entre nous et ainsi de voir ce qui nous rapproche et de déterminer ce qui, éventuellement, nous diversifie.

J'ai fait cette revue sans aucune exclusive au point que certains seront surpris, peut-être, de voir apparaître certains journaux ou magazines. Donc s'il y a des omissions, croyez bien qu'elles sont involontaires et ne sont pas dues au sectarisme. S'il y a des omissions, signalez-les moi en m'adressant nommément votre courrier. Merci.

Yann BEUZEC

« LECTURES FRANÇAISES » (n° 151, novembre 1969, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-VI^e).

La revue d'Henry Coston outre ses habituelles et si remarquables rubriques (« partis et journaux » ou « allô ! allô ! quelles nouvelles ») pour la richesse de leur documentation aborde ce mois-ci :

- « l'Envers du décor » qui traite du problème agricole.
- « la propagande par l'encyclopédie », grâce à la vente en fascicules.
- « les faux pacifistes » au sujet du moratoire sur le Vietnam.
- le tirage des 100 plus importants quotidiens de France.

— Une étude sur la nécessité l'accorder enfin l'amnistie aux « épurés » de 1944-45.

En résumé, une revue de documentation indispensable.

« CAHIERS DE LA LANTERNE », 46, rue de l'Université, Paris-VII^e.

Le dernier numéro comprend une longue étude sur le livre de Bernard Lazare « l'antisémitisme, son histoire et ses causes » (en vente à la Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-VI^e). Le commandant Constantini explique pourquoi il est nécessaire de créer un prix Littéraire Edouard Drumont. On y lit aussi un long compte rendu des travaux préparatoires où la constitution d'un grand parti nationaliste. Un article montre que Franco, noyauté par l'Opus Dei, trahit José Antonio et l'esprit de la phalange. Enfin une autre étude dit pourquoi l'arrivée au pouvoir de Willy Brandt est néfaste à l'Allemagne et à l'Occident.

« ACTION NATIONALISTE », B.P. 47, Paris-VI^e. Ce bulletin hebdomadaire est dirigé par Jean-Gilles Malliarakis. (Abonnement annuel : 100 F. C.C.P. La Source 31.010.28).

— N° 4 (2-11-69), s'ouvre sur un édito de Malliarakis : « La France et le Monde Arabe face au sionisme », se poursuit par un fichier de documentation à retenir. Parmi les différentes études, j'ai remarqué celle sur le « remaniement ministériel en Espagne » (où l'on regrette la « dénaturation de l'idéal » de José Antonio) et celle sur la situation de « l'opposition nationale » (où l'on réclame l'unité « sans aucune exclusive autre que ni Moscou ni Rothschild »).

— N° 7 (24-11-69). L'éditorial condamne la ploutocratie, la République des Rothschild, l'Europe germano-américaine des trusts et des technocrates, le lobby sioniste, le marxisme et Yalta.

— N° 8 (1-12-69) traite dans son éditorial de la colonisation de la France par les trusts américains et dans l'article « la presse juive en France ».

« L'ELITE EUROPEENNE », n° 6, novembre 1969, 62, rue de Ponthieu, Paris-VIII^e.

Ce numéro est à lire et à garder absolument. En effet, il

contient en particulier une excellente étude de tous les mouvements maoïstes de France, avec leurs journaux et leurs revues, avec leurs principaux animateurs et leur implantation. En bref, c'est remarquable. A noter également l'édito qui se termine ainsi : « Pour les nationalistes, il est urgent d'arriver à une cohésion et à une entente durables s'ils ne veulent pas rester spectateurs des luttes à venir avant d'en être les victimes. Si l'unité ne se fait pas maintenant, elle risque de se faire plus tard... en prison ».

La Tribune de l'Unité demande aux nationalistes de se couper de la Droite électoraliste et dépassée. Ce journal dit aussi qu'elles sont ses positions nationalistes, contient une bonne vue de l'idéologie phalangiste par José Antonio lui-même. Ploncard d'Assac y a une tribune et un article est intitulé « Maurice Bardèche, écrivain engagé ».

On y trouve une longue analyse du fascisme italien actuel : par la richesse de sa documentation, cet article est également à garder. Ce mensuel évite la lacune de la plupart des autres revues : il attache une grande importance à la politique étrangère et observe ce qui se passe dehors. Ce mois-ci il montre pourquoi les nationalistes doivent soutenir les régimes du Pérou et de Bolivie, il dit pourquoi Ho Chi Minh est un criminel de guerre ; il dénonce l'emprise économique américaine en France. Il explique pourquoi le NPD a connu l'échec (relatif, d'ailleurs) aux dernières élections. Son analyse de la question irlandaise est intéressante. Enfin ce riche numéro que je vous conseille vivement d'acheter contient une bonne étude sur « le réveil du celtisme » où l'auteur réclame l'étude des langues dites régionales et tire des conclusions qui ne déplairont guère à nos camarades bretons qui voient certaines de leurs revendications approuvées.

« JEUNE EUROPE », n° 5, novembre 1969, B.P. 73, Poste principale, Paris-XIII^e.

Ce numéro est entièrement un manifeste où ce mouvement expose ses idées. Il est contre Moscou et contre les Yankies, pour une Europe ethnique c'est-à-dire une Europe où un peuple séparé (Basque par exemple) serait réunifié, où des peuples différents, actuellement unifiés seraient séparés (ex : Serbes-Croates ou Flamands-Wallons). Ses adhérents ne sont

pas démocrates mais croient aux faits naturels (c'est pour cela qu'ils sont pour des nations ethniques ou pour la « régénération des langues naturelles » dites régionales).

Leur armée serait politique, avec des commissaires politiques.

Il donne leur conception du Socialisme. Pour eux, l'économique ne détermine pas tout. En politique étrangère, ils approuvent la libération de tous les Celtes ; ils condamnent le Portugal ou l'Espagne qu'ils jugent réactionnaire ou traître à José-Antonio Primo de Rivera. Ils mettent au pilon le N.P.D. allemand à cause de sa politique erronée car électoraliste. Ils sont contre l'Eurafrique ; ils n'approuvent pas le Portugal dans sa politique d'Outre-Mer, car ils craignent que cela entraîne un métissage, mais estiment que l'Afrique du Sud et la Rhodésie mènent une « expérience fructueuse ». Ils sont hostiles à Israël et sont partisans d'une amnistie générale pour la guerre 1939-45.

« LE SOLEIL », 4 bis, rue Caillaux, Paris-XIII^e. N° 92 novembre 1969. L'éditorial de P. Sidos dénonce les raisons de la situation grave que la France connaît actuellement : la monnaie (à ce propos, il dévoile l'aide occulte de Moscou), la dénatalité, l'alcoolisme, la drogue ou la délinquance criminelle qui sont le reflet d'une situation malsaine.

Ce numéro annonce la création d'une section « Jeunes » du mouvement « L'Œuvre Française ». Il contient un fichier de documentation à retenir et réclame l'Amnistie pour 1939-

« L'EUROPE COMBAT », 28, rue du Pont de Créteil, Saint-Maur (94), novembre 1969, n° 12. Cet organe qui est celui du groupe « Réalités Socialistes Européennes » s'intéresse beaucoup aux problèmes wallons. Il explique pourquoi ce groupe veut « faire l'Europe » et pourquoi « le capitalisme est contre les Agriculteurs ». Il expose certains de leurs « principes fondamentaux » : Il milite pour une « Europe des Régions » dans un « Etat Unitaire Européen » qui « tiendra compte de l'existence des régions culturelles et économiques actuellement niées ou mutilées par les états ». D'ailleurs un autre article, intitulé « Fédéralisme et Europe », dit

que « Paris s'efforce de maintenir sa tutelle malgré la volonté des Bretons » et un dernier article parle du « Mouvement Solidariste Thiois ».

« SOCIALISME EUROPEEN » (B.P. 24, Lyon-Lafayette 69). N° 12. Octobre 1969. Ce numéro est entièrement un dossier consacré à la Régionalisation et aux Nations d'Europe qui ne forment pas encore des Etats. Après avoir dit que « la régionalisation n'est pas la petite affaire de la France, ce doit être l'affaire de toute l'Europe », ce numéro-dossier étudie « la régionalisation en Europe de l'Ouest » (Royaume-Uni, Belgique, Italie, etc...), « le problème des langues régionales », « le Socialisme face au problème régional » et « l'étendue et le découpage des régions ». Il traite enfin des « régions écartelées », entre différents états (Pays Basque ou Flandres par exemple).

Ce dossier est solide ; c'est un travail d'universitaires qui ont réfléchi au problème, en ont pris conscience et s'étaient sur une bibliographie (qu'ils citent) de base.

« EUROPE-UNIE » (Burdeyron, B.P. 19, Lyon-VI^e 69). Ce bulletin des travailleurs socialistes européens veut unir. Il se dit « national-européen » ethnique et « socialiste biologique ». Il combat le « nivellement marxiste », la « réaction anti-sociale ». Il rejette la « droite classique dont l'anticommunisme n'est fait, le plus souvent, que de pro-américanisme ou de pro-sionisme ».

« JEUNE REVOLUTION » (6, rue de Vaucouleurs, Paris-XI^e). Le numéro 20, novembre 1969, étudie « la politique américaine au Sud-Est Asiatique » et l'arrivée de « Brandt au pouvoir ». Il comprend un historique de la révolution avortée à Budapest en 1956 et une longue étude des problèmes des artisans et des commerçants.

Ce mouvement combat « la démo-ploutocratie » et la centralisation de la France. Il propose un « régime autoritaire et non totalitaire ». Il s'oppose à « l'expansionnisme des trusts », « à la dictature impérialiste communiste », à la lutte des classes. Il veut l'Eurafrrique.

« ALLIANCE REPUBLICAINE », 53, rue de Vaugirard, Paris-VI^e. Novembre 1969, n° 18. L'éditorial de Tixier s'intitule : « Le point de rupture ». Un article parle des « tristes perspectives des travailleurs indépendants ». Dans la revue de presse, à remarquer la citation suivante.

La recherche d'une foi.

« Bien des divergences seront balayées, écrit le bâtonnier Jacques Charpentier (*Revue des Deux Mondes - Juin 1969*) lorsque la France aura retrouvé une foi. En ce moment elle n'en a pas. La mystique de la Résistance est épuisée. Celle de la patrie est en sommeil et elle ne se réveillerait que sous la menace d'une nouvelle invasion. Le communisme, débordé, prend la figure d'une éthique de petits bourgeois. L'Eglise se cherche ; elle est au bord du schisme. Le mythe de l'homme providentiel vient de s'écrouler à son tour.

Nous voici revenus au temps de Rolla :

« Qui de nous, qui de nous va devenir un Dieu ? »

La couverture représente la tombe de Pétain avec pour légende « La pierre d'union ».

« BRETAGNE REELLE » (J. Quatreboeufs, Merdrignac, 22).

— Le n° 279 bis (3 F) : R. Tugdual y étudie les « conditions du relèvement » de la Bretagne sur le plan économique.

— Le n° 282 (2 F 1^{er} octobre 69) traite des « Etats Généraux de la Culture Bretonne » qui se sont déroulés à Guidel et on y lit une prise de position nette.

Ce n'est pas avec des principes démocratiques qu'on sauve un peuple ou une nation ; l'entretenir, peut-être, la tuer, probablement. Dans l'état où nous sommes tombés, nous n'avons que faire d'une démocratie à l'usage interne. D'abord la démocratie, c'est un leurre ; ça n'existe pas réellement, ça n'existe nulle part, et en Russie moins qu'ailleurs. Le gouvernement du peuple par le peuple à travers le bulletin de vote quadriannuel et le suffrage universel, quelle dérision ! quelle plaisanterie !

La Bretagne doit se secouer. Elle est en péril de mort. Ce n'est pas la démocratie, bêlante et la main tendue, qu'il lui faut embrasser. C'est sa propre économie de guerre, c'est une discipline martiale qu'il lui faut adopter et à laquelle il lui

faut s'adapter. Pure et dure elle doit être, et pénétrée d'un égoïsme sacré.

Dans le même numéro, voici ce qu'écrit un ancien des F.F.L.

J'ai combattu de l'autre côté de la barricade mais sans haine inutile en regardant les faits en face ; j'ai côtoyé les Allemands de près lors de mes missions et j'ai compris que ce n'était pas là une sous-race mais au contraire un grand peuple, propre, discipliné et travailleur et j'en ai retenu la leçon. Peu de gens ont compris le sens véritable de la lutte de nos « cousins-germains »... c'était la révolte, la levée en masse d'un des plus purs rameaux de la race Aryenne contre le Judaïsme envahissant, avilissant et cosmopolite et cette lutte, cette croisade était inévitable tant il y a un abîme infranchissable entre la nature droite et courageuse de cette race Aryenne et la nature tortueuse et intéressée de ces sémites, plaie de l'Occident. Sans doute Jean Benvoar avait-il réalisé cela dans son for intérieur en prenant les armes et sentait-il qu'il y avait là une Croisade non seulement contre le Bolchevisme mais aussi un sursaut de défense contre cette gangrène sémite. Le malheur dans cette histoire, c'est que nos « cousins-germains » ne se doutèrent jamais de la réelle puissance Judaique dans le monde de la finance internationale, car les vrais maîtres du monde sont les Banquiers et quand on détient partout le « nerf de la guerre », on est vainqueur d'avance ! La Croisade Aryenne a échoué et s'est brisée contre le Mur d'Argent de l'Alliance Juive Internationale... Quand le pouvoir des Banques sera brisé, la paix du monde sera assurée. La force juive ne réside que dans ce fait précis : la Loi Mosaique dit ceci : « Tu prêteras à ton frère sans intérêt, mais tu peux prêter à intérêts à tout étranger à Israël ». Voilà ce qui institua et assura l'hégémonie juive sur le monde : la pratique de l'usure sur le dos de tous les non-juifs.

Si je me suis attardé à éclairer ce détail, c'est qu'il est de taille : car nous voyons ainsi clairement ce peuple dilué et disséminé dans toutes les nations comme des maquisards dispersés dans le maquis, insaisissables donc, pouvant impunément tirer toutes les ficelles partout dans le monde. Ce n'est pas le péril jaune qui est dangereux... c'est le péril juif !

— Le n° 283 du 15 octobre 1969 (2 F) traite du sentiment

national renaissant en Ecosse d'une part et en Cornouailles dite Britannique (Kernow) d'autre part.

— N° 284 (1^{er} novembre 1969, 2 F) contient les « Réflexions à propos du F.L.B. » d'Olivier Mordel toujours exilé depuis 1944 pour avoir été un des 2 des grands de « Breiz Atao ».

« EUROPE NOTRE PATRIE », M. Peyrebonne, B.P. 15, Montrouge, 92. Abonnement 7,50 par an. C.C.P. 20.523.64 Paris. Dans le n° 4 (sept.-oct. 69) de cette revue, nous avons noté entre autres l'Editorial de Micheline Peyrebonne « Encore l'Europe, toujours l'Europe » : ...« je pense que les problèmes raciaux sont les problèmes primordiaux de notre époque, et que l'invasion noire et arabe apporte avec elle la fin de ce que l'Europe a de plus spécifique, de plus fort, de plus haut, de plus humain, de plus civilisateur. Tout le reste, sans exception, problèmes idéologiques, ethniques, religieux, sociaux, etc., dont je ne nie pas l'acuité, me paraît néanmoins secondaire. Car le changement et l'altération de la race amènera le changement et l'altération de tout ce qui fait la richesse et la particularité de l'Europe. C'est pourquoi c'est de cela qu'il faut s'occuper d'abord ».

« BRETAGNE ACTION », B.P. 252, Rennes 35. N° 13, octobre 1969 montre « la nécessité d'une culture populaire bretonne ». Mais surtout il me faut signaler l'article d'Eric Le Naour « Breizh Dishual » (Bretagne Libre) où les fidèles de « D. O. » ou de M. Bardèche retrouveraient de nombreux thèmes qui leur sont chers. Jugez-en à travers ces longs extraits :

Mais la « vieille gauche », sans toujours s'en rendre compte, tend elle aussi à l'Etat totalitaire. Quelque chose ne va pas dans l'industrie de la chaussure ? Nationalisons l'industrie de la chaussure ! Quelque chose ne va pas dans l'industrie de la conserve ? Nationalisons l'industrie de la conserve ! Et comme la réponse est la même pour tous les secteurs d'activité, la « gauche au pouvoir » mène directement à l'Etat-patron, comme les pays d'Europe de l'Est nous en offrent un exemple suggestif. Les « démocraties populaires » (tout comme les « démocraties » dites « occidentales ») sont elles aussi aux mains d'une caste de technocrates, qui trônent au cœur d'un labyrinthe compliqué de bureaucrates et de « ronds de cuir ». Toute initiative individuelle est suspecte et contra-

riée. Comble de l'embrigadement, l'ART lui-même, dans la société collectiviste, n'a d'autre fonction que de chanter la machine et les travailleurs en marche ! (1) Quelle pitié !

Nous autres, nous pensons que dans un pays, l'Etat ne peut pas s'occuper de TOUT, sous peine de TOUT mal faire, et de TOUT enrégimenter. L'Etat doit donc s'occuper de PEU de choses, et BIEN faire ce dont il s'occupe. Le rôle de l'Etat est essentiellement un rôle d'ARBITRAGE, d'EQUILIBRE, de COORDINATION entre les différentes forces qu'il doit contrôler. L'Etat doit donc être INDEPENDANT des forces économiques, à l'inverse de ce qui se passe dans les démocraties dites « occidentales » et dans les démocraties dites « populaires ». C'est la condition essentielle pour qu'il soit FORT

— LA LETTRE POLITIQUE DE JACQUES PLONCARD D'ASSAC (Apartado 1244, Lisbonne 1. Abonnement 1 an : 50 F. Pour la France, s'adresser à M. Henri Marin, 73-Chamousset, C.C.P. Lyon 2722-78). Cette 19^e lettre traite d'abord de l'enquête que Ploncard fait mener par ses correspondants au sujet de la démocratie. La 2^e partie est une analyse fouillée (sur certains points à revoir) de l'ouvrage magistral de Maurice Bardèche. On y lit « son analyse de la situation est juste. Il a admirablement décrit la prison où nous sommes enfermés. Il a même décrit la porte par laquelle on peut en sortir ».

Cette lettre n'est pas une lettre confidentielle ou une lettre de documentation. C'est une lettre de réflexion politique approfondie.

— EMBATA (14, rue des Cordeliers, Bayonne, Basses-Pyrénées).

N^o 137, 6 novembre 69, traite surtout de la répression en Euzkadi de la zone espagnole.

de la guerre des Kurdes contre l'Irak.

N^o 138, 13 novembre 69. La première page est une étude

Dans cet hebdomadaire nationaliste basque, le quart du texte est en basque.

— « MILITANT », Bulletin du REL, 1, rue Cassette, Paris-VI^e (octobre 1969, n^o 23). L'éditorial appelle à l'« unité »

notre famille politique ; celle-ci est définie par le REL comme se reconnaissant dans « Sparte et les Sudistes » de Maurice Bardèche, c'est-à-dire une famille qui croit au « sentiment de l'honneur au courage, à l'énergie, à la loyauté, au respect de la parole donnée, au civisme ».

L'article « Tradition » est à noter : il fustige ceux qui se veulent « exclusivement révolutionnaire ou exclusivement conservateurs ». L'auteur, Pierre Pauty, pense que ce sont des « romantiques [qui] confondent l'action politique et l'incantation ». Pauty estime que « les nationalismes occitans, basques et autres [son] médiévaux » et il se réfère aux « vertus essentielles de notre race ». Un autre bon article analyse l'attitude de ceux des nôtres qui en mai 68 furent contestataires ou au contraire « conservatistes », c'est-à-dire, ipso facto, pro-gaullistes. En montrant leurs erreurs.

L'article « Europe ou Race » envisage comme but ultime, même lointain, non l'unité de l'Europe mais l'unité de la Race Blanche.

Une dernière étude, à propos de « l'élection des Yvelines », appelle notre famille à l'unité.

— BOLETIN INFORMATIVO C.E.D.A.D.E., Organo interno del « Circulo Espanol de Amigos de Europa » (Apartado de Correos, 14010, Barcelona). N° 19, octobre 1969.

J'exhorte tous mes camarades qui savent lire l'Espagnol de s'abonner au bulletin de ce « Cercle Espagnol des Amis de l'Europe ».

L'Editorial donne sa conception de l'Europe et combat l'alliance qui depuis Yalta régit le monde, « l'alliance capitalisme-communisme ». Il condamne l'Espagne qui vote avec les pays nègres contre l'Afrique du Sud à l'O.N.U., même si l'Espagne a des motifs tactiques (Gibraltar).

On y apprend la « création d'un Institut Supérieur des Sciences Psycho-somatiques, biologiques et raciales » au Québec qui combat le métissage et « la fausse notion de l'égalité des races » (C.P. 303, succ. Youville, Montréal, 351).

On nous y dépeint « Hess et sa prison médiévale ». Hess, depuis son incarcération en 1945, n'a eu que quatre visites : celles de son avocat. Ses livres sont censurés ; il n'a pas le droit d'avoir une montre ; sa promenade dure 30 minutes

chaque jour ; il ne peut se préparer à volonté ni thé ni nes-café ; sa lumière est éteinte systématiquement à 22 heures ; ses lunettes ne lui sont pas rendues avant 6 heures du matin.

Hess demande la permission de prendre un bain chaque jour (au lieu d'un par semaine). En vain ! Au sommaire : « Israël n'est pas l'Europe » et « Franco et les Juifs » (dans ce dernier article, on lit en particulier : « Les Juifs qui viennent en Espagne pour former les brigades internationales furent au nombre de 35.000, selon la publication juive « The American Hebrew »).

— « La Gépéou de Tito en action » qui étudie le terrorisme titiste en Allemagne contre les nationalistes croates.

— « Moïses (sic) Dayan » remémore qui est cet homme ; rappelle qu'il a perdu son œil contre les Français du général Dentz qui défendaient la Syrie ; souligne qu'il appartient dans les années 1945-47 aux groupes terroristes juifs de Palestine et remarque que ceux-ci utilisaient un « terrorisme par explosif, tandis que maintenant ils dénoncent, scandalisés, les [mêmes procédés utilisés par] les fils d'Allah ! »

— « L'Europe ne peut pas avoir confiance en Nixon ». Un autre intérêt de ce journal réside dans le fait qu'il présente une bonne revue de presse, car complète, des principaux journaux du monde (américains, italiens, allemands, etc..) qui défendent des points de vue proches de ceux de « Défense de l'Occident ».

*REFLEXIONS SUR LES PLEBISCITES ET
LA SOUVERAINETE POPULAIRE*

Les moyens modernes de sondage de l'opinion permettent non seulement de compter les voix, mais de les peser. Or, M. Giscard d'Estaing, observait que les enquêtes d'opinions faisaient apparaître que le référendum (proposé par De Gaulle) n'aurait « la majorité ni chez les travailleurs, ni chez les jeunes, ni chez les intellectuels », et il ajoutait :

« Comment imaginer et comment accepter qu'un pays choisisse son avenir sans la majorité de ses travailleurs, de sa jeunesse et de ses intellectuels (...). Ce référendum n'est pas un moyen moderne et raisonnable d'engager l'avenir de la France. Ce n'est pas ainsi qu'elle doit être gouvernée » (1).

Le problème soulevé par M. Giscard d'Estaing reste posé : c'est celui de la qualification des voix. C'est une première brèche dans le mythe rousseauiste de la volonté nationale exprimée par la moitié plus une des voix. Le système d'ailleurs, a dévoré ses utilisateurs.

« La liberté de qui ? La liberté de quoi ?

« C'est la question qui est posée depuis cent cinquante ans au libéralisme.

« Il n'a jamais pu y répondre ».

Toute liberté étant un pouvoir : le pouvoir de faire ceci ou cela, une liberté totale correspond à une autorité totale de chaque individu de décider ceci ou cela ; mais ces pouvoirs factices se détruisent réciproquement, s'annulent dans l'anarchie qui résulte de leurs initiatives contradictoires. La nécessité de remettre de l'ordre dans la communauté apparaît alors urgent et l'on sacrifie toutes les libertés dont on se croyait le maître, avec autant d'inconscience qu'on les avait réclamées.

Regardez bien l'histoire : vous y verrez le constant mouvement de pendule entre la dictature et l'anarchie qui s'engendrent l'une l'autre régulièrement.

(1) *Paris-Presse*, 16-4-69.

Les époques les plus heureuses n'ont pas été celles où le principe d'autorité ou celui de liberté étaient poussés à l'extrême, mais celles où leur usage était sagement réglé par la coutume, par la tradition.

Je retrouve, dans le dernier fascicule de son *Dictionnaire Politique et critique* dont on continue heureusement la publication (1), un exemple de son argumentation :

« Ou l'on parle de liberté concrète, disait Maurras, et alors c'est, au fond, une « autorité », c'est une force, une puissance, un pouvoir d'action, de choix, d'exécution et, dans l'extrême variété des êtres humains, leur liberté doit être inégale. Ou l'on entend par liberté quelque chose d'abstrait qui en est tout le contraire et qui revient à la poussière des bulletins de vote permettant de concourir à la formation d'une volonté générale dont on est d'ailleurs exclu si l'on fait partie de la minorité, c'est-à-dire de la majorité moins un ! Celui qui n'est pas de la majorité n'a aucun droit... »

Le suffrage universel conduit à cette curieuse mais logique conséquence d'exclure de la volonté générale toute une partie de la nation et comme tous les pays tendent, de plus en plus, à se diviser en deux blocs de force sensiblement égale — c'est vrai en France, en Allemagne, en Angleterre, en Italie, etc. — il en résulte que la moitié de ces pays vit à la discrétion de l'autre moitié qui s'est assurée quelques voix de plus. Situation absurde et dangereuse car elle entretient l'esprit de conflit au lieu de celui de coopération, elle brise l'unité nationale, elle tend à détruire l'idée même de nation et la remplace par celle de parti.

Mais le parti, lorsqu'il domine le tout, opprime nécessairement le parti contraire.

Rien n'est donc plus important pour un peuple que d'avoir des institutions qui ne tendent pas à sa division, à son autodestruction.

(1) Cahiers Charles Maurras, 13, rue Saint-Florentin. Paris.

- UN ANTIBOLCHEVISCHE FAROUCHE...
- UN ANTIGAULLISME FEROCÉ...
- UNE ÉQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE...

L'ÉLITE EUROPÉENNE

« Mensuel à la pointe du combat nationaliste et populaire »

Ecrivez **TOUS** dès aujourd'hui pour recevoir un spécimen gratuit de **L'Elite Européenne**, 62, rue de Ponthieu, Paris (8^e)

CAHIERS DES AMIS DE

Robert BRASILLACH

LE FASCICULE N° 14

vient de paraître

avec des articles de :

- Willy-Paul ROMAIN
- Pierre FAVRE
- Ginette GUITARD-AUVISTE

et une analyse des principaux travaux universitaires consacrés à l'œuvre de Robert Brasillach.

Pour tous renseignements écrire à Pierre FAVRE : Case St-François 1214-1002 Lausanne (Suisse) ou pour la France : M^{me} LEGASTELOIS, 13, rue des Montibœufs, Paris (20^e)

37

94

Vient de paraître

Thomas MOLNAR

Professeur à l'Université de New-York

SARTRE

philosophe de la contestation

Une pénétrante étude, très complète par son information et très objective de ton, la meilleure présentation qui existe actuellement de la pensée de Sartre : elle en montre parfaitement le caractère passionnel, les prémices contre nature et les inévitables aboutissements idéologiques qui font de Sartre, malgré son désir d'indépendance, un satellite de la pensée marxiste.

Un volume in-16 Jésus de 240 pages 16 F

(Edition originale numéro sur Alfa 45 F)

LES SEPT COULEURS

68, rue de Vaugirard, Paris (6^e) - C.C.P. 2182-19 Paris